

NOS PARTENAIRES > 2012

AMERIQUE LATINE | ASIE | AFRIQUE | LUXEMBOURG

astm
ACTION SOLIDARITE TIERS MONDE

LA SOLIDARITÉ.
LE GESTE QUI COMPTE.

EDITORIAL 3

LE CATALOGUE DES PARTENAIRES 4



ALROWWAD	06
SANTULAN	08
JANA JAGARAN	09
ADS	10
CHINTAN	11
NE-CBHP	13
KMP	14
PNFSP	15
MASIPAG	16



ARFA	19
CIDAP	20
CED	21
Le levier	22
Le salut	23



CUC	26
SEAJUS	27
CENCOP	28
CDM	29
ISD	30
MST	31
ANACOP	32
FUNDECAM	33
ADECAP	34
MIDE	35
FEDEPAZ	36
CEDIB	37
FDA	38
SF	39



LE TRAVAIL AU LUXEMBOURG	40
SOUTENEZ L'ASTM	42

TABLEAU FINANCIER 43

Impressum

Nos partenaires en 2012
(Brennpunkt Drött Welt nr. 266), novembre 2011.

Edité par: Action Solidarité Tiers Monde
55, avenue de la Liberté L-1931 Luxembourg
tél.: 400 427 • fax.: 400 427 27
astm@astm.lu • www.astm.lu
CCPL IBAN LU76 1111 0099 9096 0000

Ont contribué à ce numéro: Sena Afeto, Robert Bodja, Gabriela Caceres, Dilcia Figueroa, Marc Keup, Monique Langevin, Marie-Paule Ley, Rocio Meza, Cécilia Raffaelli, Martha Rodriguez, Francoise Rollinger, Nikolai Shillinglaw, Julie Smit, Pieca Wallerand, ea.

Nous remercions spécialement toutes les organisations partenaires de l'ASTM pour leur contribution à ce numéro.

Photos: ASTM ou organisation partenaire respective.
Conception: apart / Luxembourg
Impression: CA-Press / Esch-sur-Alzette

EDITORIAL

L'histoire se souviendra-t-elle de l'année 2011 comme étant celle des "printemps arabes", des manifestations des "Indignés" en Espagne, au Portugal, aux USA ? Difficile à dire, mais en cette fin 2011, on ne peut que se réjouir de ces mobilisations d'une partie de la société civile, même si les revendications sont extrêmement diverses.

Lors des "printemps arabes", les populations demandaient essentiellement le départ des dictateurs en place depuis des décennies, dénonçant la corruption, la répression des droits humains fondamentaux, mais aussi la pauvreté et les inégalités. L'avenir de ces révolutions semble encore bien incertain. En Tunisie, le parti islamique Ennahda a obtenu le plus grand nombre de voix, mais n'est pas majoritaire. On peut donc espérer que la nouvelle Constitution qui sera élaborée au cours de l'année prochaine, respectera l'essentiel des acquis laïcs, notamment celui du statut des femmes. Est-ce que l'Égypte va dominer ses problèmes religieux ? Difficile de prédire ce qui se passera en Libye après la mort de Kadhafi. Quant à la Syrie, on ne peut que saluer la détermination du peuple, mais jusqu'à quand va-t-il pouvoir supporter les atroces souffrances que lui inflige son président ?

Dans nos pays européens et aux USA, les "indignés", en majorité des jeunes, dénoncent le système en général, le fait que nos sociétés ont de grandes difficultés à les intégrer, et la manière inique dont fonctionne le système financier. Ils veulent plus de justice, que les "riches" participent aux efforts que les gouvernements demandent aux classes moyennes et aux plus pauvres... Mais il n'y a pas vraiment de leaders qui se dégagent et les revendications ne sont pas toujours claires. Toutefois, il est intéressant de voir que depuis quelques semaines, les gouvernants en question deviennent attentifs à ce qui se passe dans les rues de leurs pays. La chancelière allemande Angela Merkel elle-même a déclaré il y a peu "qu'il faut imposer aux marchés financiers des règles jugées socialement acceptables, car ces manifestations expriment le désir d'une plus grande justice pour les citoyens".

Toutes ces revendications sont le signe en même temps d'un grand mécontentement généralisé, d'un "ras le bol" de la politique néolibérale, et d'une maturation de la société civile, qui ose descendre dans la rue lorsque les gouvernants n'apportent pas de réponses satisfaisantes.

Tout ce qui se passe actuellement renvoie aux luttes que la plupart de nos partenaires doivent mener pour que leurs droits humains, ainsi que les droits économiques, sociaux et culturels

soient respectés. Dans ces luttes, on voit le rôle essentiel que jouent les organisations de base, membres des mouvements sociaux. Ces mouvements, qui sont l'émergence de la société civile, permettent que les choses bougent, avancent.

C'est par exemple le cas du "Centro de Comunicación Popular de Honduras", qui fait de la formation citoyenne auprès des organisations de base du mouvement social hondurien. Sans le Mouvement des Sans Terre au Brésil, la réforme agraire serait toujours au point mort (même s'il y a encore beaucoup à faire). Sans SANTULAN en Inde, les carriers dans l'Etat de Maharastra seraient toujours sans droits et sans papiers d'identité prouvant qu'ils existent. Aux Philippines, le mouvement paysan KMP se bat pour la promotion de méthodes agricoles adaptées aux besoins des petits paysans alors que la politique agricole du gouvernement avantage plutôt les grands propriétaires.

Avec tout ce bouillonnement d'initiatives citoyennes, le terme de "mouvements sociaux" revient régulièrement. Mais il n'est pas nouveau. Déjà au 19ème siècle, des organisations de travailleurs s'étaient développées, surtout dans le monde ouvrier confronté à des conditions de travail déplorables, à des salaires de misère ou au travail des enfants. Même si en raison de l'évolution de l'industrie, le pouvoir des organisations ouvrières a diminué, d'autres acteurs de la société civile émergent. Que ce soient des mouvements paysans, de femmes, de jeunes ou encore des mouvements écologistes, indigènes : tous revendiquent plus de justice, le respect des droits humains, économiques, sociaux ou culturels et surtout une répartition plus égalitaire des richesses...

Nous continuerons comme par le passé à soutenir nos partenaires dans la poursuite de cette lutte pour un avenir meilleur. En 2011, nous appuyons 28 organisations partenaires dans 13 pays différents et pour être en mesure de faire ce travail, nous avons besoin de votre appui constant.

soutenir les acteurs du développement

promouvoir le travail en réseau

Depuis 2010, et dans le cadre de notre nouvel Accord-cadre 2010-2014 signé avec le Ministère des Affaires Etrangères, nous avons entamé un certain renouvellement au niveau de nos partenaires. Des collaborations avec de nouvelles organisations ont débuté, alors que d'autres sont arrivées à leur terme. Cependant, les relations continuent au-delà de la collaboration officielle et nous restons en contact avec nos anciens partenaires.

En Inde, les nouveaux partenariats entamés en 2010 avec ADS et Chintan se développent bien ; une mission sur place en mars nous a montré le fort engagement et l'utilité de leur travail. En 2011, après une interruption de deux ans, nous avons redémarré notre travail en Palestine avec un nouveau partenaire, l'organisation Al Rowwad à Bethléem. Des collaborations avec d'autres organisations de la société civile palestinienne sont en train d'être explorées et nous espérons pouvoir accueillir bientôt des nouveaux partenaires.

Aux Philippines, il y a eu également des changements. Pour renforcer notre appui à l'agriculture durable, nous avons en 2011 commencé des relations avec le "Philippines Network of Food Security Programmes", en partenariat avec l'organisation belge Terre Nouvelle.

Pour ce qui concerne l'Amérique latine, la collaboration avec le Centre de Droits des femmes, débutée en 2010, se développe sans problèmes et des relations avec trois nouvelles organisations ont commencé en 2011. Il s'agit de "Microcrédit pour le déve-

loppement" et de la Fondation pour le Développement et la Paix (FEDEPAZ) au Pérou, ainsi que de "Somos Familia" en Équateur. Toutes ces organisations se situent dans la région où nous travaillons déjà, ce qui facilite le suivi.

Promotion des échanges entre nos partenaires

Le nouvel accord-cadre nous donne aussi la possibilité d'appuyer la mise en réseau de nos partenaires et de financer des petites actions ponctuelles en dehors des projets pluriannuels de l'accord-cadre. Dans ce contexte, nous avons financé en 2011 une mission d'enquête sur un cas d'accaparement de terres pour la production d'agrocarburants aux Philippines, la participation de KMP à une réunion de préparation de Rio+20 à Séoul et une rencontre organisée par la ISD, notre partenaire au El Salvador. Cette rencontre visait à promouvoir des échanges entre des organisations de la société civile, afin de dégager une vision régionale du processus de réforme politique, de transparence et de combat anti-corruption.

Un point fort de l'année 2011 a été l'organisation d'une première rencontre entre nos partenaires en Afrique, qui avaient exprimé leur désir de mieux se connaître et d'échanger sur leur travail. Notre partenaire CIDAP a accueilli les participants dans son centre à Niamtougou, au nord du Togo. Ils ont abordé le thème "Les ONG face aux défis de la sécurité alimentaire et de leur autonomisation". Tous les participants se sont exprimés en faveur d'organiser régulièrement dans le futur ce type de rencontres.

Développement des synergies avec autres ONGs

La collaboration avec d'autres ONG ou réseaux luxembourgeois et internationaux du développement représente un élément enrichissant de notre travail. Dans ce cadre on peut mentionner, à Luxembourg, la collaboration avec Aide à l'enfance de l'Inde autour d'un projet de sensibilisation sur l'impact de l'exploitation minière, ainsi que celle avec l'association "Solidaresch Hëllef Réiserbann" et Action Solidaire Echternach au sujet de l'appui aux communautés populaires au Brésil.

Aussi la reconduction de notre accord-cadre triennal en consortium avec SOS Faim Luxembourg dès janvier 2011 a entraîné une intensification des contacts entre nos deux organisations. La préparation et la réalisation d'une première mission conjointe au Burkina Faso en juillet 2011 constituent un point fort de l'année. Elle nous a permis de mieux connaître les partenaires de l'autre et de visiter des nouvelles organisations dans le but d'un éventuel projet en commun.



en coopération avec

palestine

ALROWWAD

Pionniers de la vie

INDE

SANTULAN

Social animation towards united liberative action

JANA JAGARAN

Awakening the masses

CHINTAN

Environmental Research and Action Group

ADS

Academy for Development Science

PHILIPPINES

NE-CBHP

Nueva Ecija Community-Based Health Program

KMP

Kilusang Magbubukid ng Pilipinas

PNFSP

Philippine Network of Food Security Programmes

MASIPAG

Magsasaka at Siyentista Tungo sa Pag-unlad ng Agrikultura



ALROWWAD

Pionniers de la vie

Mettre en avant la culture comme moyen de résistance

ALROWWAD offre aux jeunes du camp de réfugiés d'Aïda un espace pour développer leur créativité artistique et culturelle.

Environ 66% des 5 000 habitants du camp de réfugiés d'Aïda à Bethléem ont moins de 18 ans. Le Camp est dépourvu d'espaces verts et de terrains de jeu, les habitations sont encerclées par des camps militaires Israéliens, des tours de tireurs d'élite et des points de contrôle militaires israéliens. L'exposition à cette situation de violence continue entraîne des problèmes psychologiques et émotionnels parmi les enfants et leurs familles. De plus, le taux de chômage de 77 % fait que la population, tout particulièrement les jeunes, ne voit pas de perspectives réelles pour l'avenir.

Des programmes pédagogiques et culturels

Le Centre Alrowwad est un centre culturel et de formation, situé dans le camp de réfugiés d'Aïda. Fondé en 1998, Alrowwad (Pionniers pour la vie) travaille en faveur du développement de l'enfant, de la jeunesse et de la femme par le biais de programmes pédagogiques et artistiques. Un des objectifs principaux est d'offrir aux jeunes du camp un espace dans lequel ils peuvent surmonter le stress en développant leur créativité par la voie d'activités non-violentes (le théâtre, la danse, la photographie et le sport). Le Centre gère également une ludothèque mobile destinée aux enfants et organise des festivals de cinéma en plein air. Tous ces éléments font partie du concept de "Belle Résistance" développé par Alrowwad. En mettant en



Les jeunes construisent des jouets en bois.

avant la culture palestinienne comme moyen de résistance, l'organisation cherche à casser les stéréotypes associés au peuple palestinien.

Des formations en menuiserie

Notre première collaboration avec Alrowwad consiste dans le financement d'une formation en menuiserie, qui va permettre à 15 jeunes du camp de fabriquer des objets artisanaux, surtout des jouets en bois. Le projet a un double objectif: d'une part, il s'agit de donner des perspectives aux jeunes en créant des opportunités d'emploi, d'autre part le projet va permettre aux enfants des écoles fondamentales en Palestine à avoir accès à des jeux typiquement palestiniens. Il est prévu de proposer les jeux à certaines écoles, aux centres de jeunes et d'enfants et aux ministères de la culture et de l'éducation, afin que les jeux palestiniens puissent être utilisés dans les écoles et les jardins d'enfants.

► www.alrowwad-acts.ps



Environ 66% des 5000 habitants du camp de réfugiés de Aïda ont moins de 18 ans.

Inde

La souveraineté alimentaire en Inde est menacée et la résistance se globalise

Ces dernières années, l'acquisition de terres arables à l'étranger par des entreprises indiennes, tout particulièrement en Afrique, a reçu beaucoup d'attention dans les médias. Un exemple frappant est le cas de l'Éthiopie, où plus de 80 entreprises indiennes ont acheté ou loué des vastes surfaces pour la production d'aliments destinés à l'exportation. Ces investissements sont activement encouragés par le gouvernement éthiopien qui, selon une étude de l'organisation GRAIN publiée en août 2011, a offert 1,8 millions d'hectares de terres agricoles aux investisseurs indiens - une situation assez paradoxale pour un pays qui dépend de l'aide alimentaire pour nourrir sa population.

Il y a essentiellement deux raisons pour l'intérêt de l'Inde à développer ce genre d'activités à l'étranger. D'une part, il y a la motivation commerciale des entreprises, attirées par les coûts de production moins élevés, par des procédures administratives moins bureaucratiques et par une résistance moins forte de la part de la population locale. D'autre part, le gouvernement indien voit dans l'externalisation de la production agricole une solution au problème d'insécurité alimentaire à domicile.

Plusieurs facteurs font en sorte que ce pays, qui a inscrit le droit à la vie (et donc à une nutrition adéquate) dans sa constitution, n'arrive pas à satisfaire les besoins alimentaires de sa population, même après des années de croissance économique importante. Des sols dégradés après des décennies d'utilisation d'intrants chimiques et

l'épuisement des nappes phréatiques dans certaines régions, ont entraîné une stagnation de la production céréalière pendant les dix dernières années. De l'autre côté, la population a augmenté de près de 90 millions durant cette période, ce qui rend le pays de plus en plus dépendant des importations d'aliments. Traditionnellement, l'Inde a toujours essayé d'éviter une situation de dépendance vis-à-vis du marché mondial en comptant sur un système d'approvisionnement et de distribution alimentaire efficace. Mais la politique d'ouverture commerciale des dernières années a exposé le pays à la volatilité des prix sur les marchés internationaux. De plus, les effets du changement climatique et une pression foncière de plus en plus forte, occasionnée par la reconversion des terres agricoles pour promouvoir le développement industriel, vont sûrement aggraver la situation dans le futur.

Une nouvelle menace pour l'agriculture indienne se présente actuellement sous forme de l'accord de libre-échange (ALE), qui est en train d'être négocié entre l'Inde et l'Union européenne. Les ONG et activistes indiens craignent que l'accord n'ait des répercussions néfastes pour l'Inde dans plusieurs domaines, y compris l'agriculture. Les négociations se passent avec le manque de transparence habituel et sont dominées avant tout par les grandes entreprises commerciales. L'objectif de l'ALE est de libéraliser le secteur agricole en imposant une réduction importante des tarifs indiens sur les importations pour environ 90 % des produits agricoles.

Cela pourrait bien avoir comme conséquence la disparition de nombreux petits producteurs indiens, puisque ceux-ci ne pourront pas concurrencer avec les produits importés. En plus, toute une gamme de barrières non-tarifaires rendra plus difficile l'accès des produits indiens sur le marché européen. L'accord va également permettre aux grands supermarchés comme Metro, Carrefour ou Tesco de s'établir en Inde et d'inonder le marché de produits moins chers, avec le résultat que les petits commerçants risquent de perdre leur gagne-pain.

Les paysans indiens, épaulés par une société civile de plus en plus forte, se mobilisent contre tous ces développements qui menacent la pratique de l'agriculture paysanne traditionnelle. Ils ont pu fêter une victoire d'étape en 2010 quand, en grande partie grâce aux protestations de la population, un moratoire sur l'introduction d'une variété d'aubergine génétiquement modifiée a été proclamé. De plus en plus, la société civile indienne se réunit avec la société civile internationale pour mettre en avant ses revendications. La lutte actuelle contre l'accord de libre-échange, par exemple, est menée ensemble par les organisations indiennes et européennes, alors que la société civile indienne s'engage elle-même contre les activités des entreprises indiennes à l'extérieur, comme dans le cas de l'accaparement des terres en Éthiopie.



SANTULAN

Social Animation Towards United Liberative Action

L'éducation de base comme premier pas vers une vie digne

Santulan lutte depuis 1997 pour la dignité des travailleurs dans les carrières de pierre.

Les carrières de pierre de l'Etat indien de Maharashtra occupent plus de 3 millions de personnes dans des conditions de travail inhumaines. Ces hommes et femmes, qui appartiennent en général aux castes les plus basses, sont comme invisibles aux yeux des autorités. Notre partenaire Santulan travaille depuis 1997 pour leur rendre leur dignité en exigeant des autorités l'attention qui leur est due.

Le syndicat des travailleurs dans les carrières

Chaque année, le syndicat des carriers créé en 2005 avec l'aide de Santulan, organise une assemblée qui a pour objectif de mettre en avant les revendications du secteur. Celle de juillet 2011 a vu la participation de deux Ministres



Le directeur de Santulan devant l'assemblée.

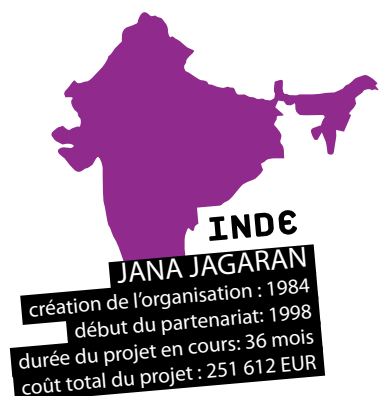


Les cartes de rationnement sont souvent les seules pièces d'identité que possèdent les indiens pauvres.

de l'Etat et d'autres personnalités qui ont promis leur soutien aux revendications des travailleurs. Santulan travaille depuis plusieurs années sur ces dossiers: le droit des enfants à l'éducation jusqu'à 18 ans, l'accès aux cartes de rationnement et aux distributions de denrées alimentaires, le droit d'obtenir des lots de terrains de l'Etat pour y construire des maisons (comme prévu par la loi), la création de centres médicaux dans les carrières, l'assurance maladie, les pensions pour les travailleurs et un salaire minimal. Le fait même que des hautes personnalités aient assisté à l'assemblée, indique d'un côté que le travail de lobbying poursuivi par Santulan commence à porter ses fruits et, de l'autre, que Santulan est maintenant considéré comme une entité dont on doit tenir compte.

L'éducation, gage d'un futur meilleur pour les enfants

Les écoles Pashan Shala développées par Santulan pour répondre aux besoins des enfants dans les carrières constituent un des volets les plus importants du projet actuel. Ces structures simples, gérées par des animatrices locales formées par Santulan, permettent aux enfants de 0 à 14 ans d'avoir une éducation de base. En même temps, les enfants reçoivent un repas par jour et bénéficient d'un suivi médical. Pour les enfants entre 14 et 18 ans, Santulan a créé en 2010 des écoles résidentielles. Actuellement, l'organisation se bat pour que l'Etat arrête d'ignorer que des adolescents travaillent dans les carrières, même si par la loi ce type de travail est interdit aux moins de 18 ans.



JANA JAGARAN

Assurer l'accès aux droits pour les plus démunis

Jana Jagaran poursuit une approche holistique pour contribuer au développement des zones rurales autour de Belgaum.

L'Inde connaît depuis une vingtaine d'années une croissance moyenne du PIB de 5,8% (8,6 % en 2010), mais en dépit de cela, elle reste à la 138ème place du classement du PIB par habitant. Les disparités de revenu n'ont pas cessé d'augmenter, autant entre les différents états du pays que parmi les habitants: le PIB des états les mieux situés est plus de trois fois supérieur à celui des états les plus pauvres. Les conséquences de cette situation sont graves, surtout pour les enfants et les femmes qui souffrent de malnutrition (plus de 40%) et de graves problèmes de santé.



Les groupements de femmes sont un élément central dans la stratégie de Jana Jagaran.

Améliorer le statut de la femme

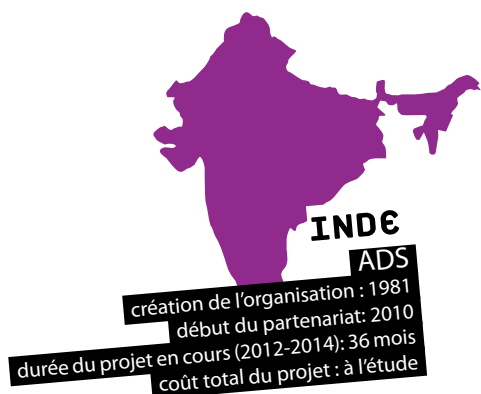
Notre partenaire Jana Jagaran s'est notamment donné l'objectif d'aider les femmes à acquérir un meilleur statut au sein de leur famille et de leur communauté, puisque l'Inde rurale est encore très marquée par le patriarcat. Dans le cadre du projet intégré de Jana Jagaran, que l'ASTM appuie depuis de nombreuses années, la promotion des groupements de femmes rurales (Self help groups) joue un rôle central. Ils ont été créés pour répondre aux besoins sociaux, économiques et psychologiques de la société féminine rurale. Suite à une lutte tenace soutenue par Jana

Jagaran, les membres du mouvement des femmes ont réussi à obtenir le droit à un minimum de 100 jours de travail par an pour environ 20 000 personnes. Ce droit est garanti par une loi introduite en 2005 comme pilier de la lutte contre la pauvreté, mais le programme est inefficace à cause de la corruption rampante en Inde avec le résultat que les bénéficiaires potentiels sont empêchés d'en profiter.

Une force motrice du changement

Par ailleurs, grâce aux formations visant le développement de la person-

nalité, l'apprentissage de la gestion des caisses de micro-crédit, la formation professionnelle ou la sensibilisation sur la discrimination des femmes, Jana Jagaran est devenu une force motrice d'un changement de la société rurale dans la région de Belgaum. À travers le micro-crédit et les initiatives génératrices de revenu, les femmes deviennent financièrement indépendantes, ce qui augmente leur statut social, améliore la vie de toute la famille et fait progresser la communauté entière.



ADS

Academy for Development Science

Aider les communautés indigènes à garder leurs terres ancestrales.

ADS soutient les communautés indigènes des Adivasi, notamment dans leur lutte pour obtenir des titres fonciers.

L'installation d'un nombre croissant d'entreprises commerciales en dehors des grandes villes, ainsi que la construction de complexes touristiques et de villas privées pour les familles aisées qui fuient les villes pendant les week-ends, sont des facteurs qui contribuent actuellement à une forte pression sur la terre dans l'Etat de Maharashtra. Cette pression constitue une grande menace pour les communautés indigènes dans la région. Comme elles ne disposent

souvent pas de titres fonciers pour leurs terres ancestrales, elles ont de grandes difficultés à se défendre contre les promoteurs commerciaux qui cherchent à s'accaparer leurs terres, malgré l'existence des lois protégeant les droits des indigènes. Après la perte de leurs terres, les paysans indigènes doivent quitter leurs villages pour chercher leur gagne-pain en ville. Sans formation professionnelle, les seuls emplois qu'ils trouvent sont très précaires.

ADS aide les indigènes à défendre leurs terres

ADS s'engage en faveur des communautés indigènes dans deux districts de Maharashtra. Ses activités incluent

la promotion de la sécurité alimentaire, l'agriculture durable, la santé de base et des programmes améliorant l'habitation. Depuis l'année 2000, la défense des droits à la terre des indigènes est devenue une de ses activités principales.

Afin de motiver les communautés à revendiquer leurs titres fonciers auprès des autorités, ADS les a aidées à créer des comités villageois. Elle a également formé quatre jeunes qui aident la population à préparer leurs demandes pour l'obtention de titres fonciers. Deux femmes indigènes ont été formées à la pratique de l'agriculture biologique, tout particulièrement le compostage et la vermiculture (culture de vers de terre pour l'utilisation dans l'agriculture). En pratiquant l'agriculture biologique sur leurs champs, elles arrivent à motiver d'autres paysans à réduire l'utilisation des intrants chimiques. ADS s'est déclarée particulièrement satisfaite de l'engagement et de la compétence de ces jeunes animateurs qui sont devenus des agents de changement dans leurs communautés.

Le premier projet avec ADS se terminera à la fin de cette année; actuellement nous sommes en train de préparer une nouvelle collaboration dès janvier 2012.



ADS forme des jeunes des communautés indigènes pour qu'ils puissent défendre leurs droits.



CHINTAN

Environmental Research and Action Group

Organiser les recycleurs de déchets de Delhi.

CHINTAN s'engage en faveur des communautés de recycleurs, pour qu'ils puissent continuer à gagner leur vie en triant les déchets.

L'urbanisation rapide en Inde va de pair avec un problème croissant de gestion des déchets. Actuellement, environ 20 % des déchets de la ville de Delhi sont ramassés par des "récupérateurs" informels, secteur qui représente à peu près 1 % de la population de la ville. Leur travail de tri des déchets et de la vente des matériaux recyclables ou réutilisables constitue une source de revenu important pour les recycleurs, mais aussi une contribution significative à la réduction des gaz à effet de serre.

Cependant, la collecte et le traitement des déchets se trouvent de plus en plus entre les mains d'entreprises commerciales, ce qui pose une menace réelle pour le gagne-pain des "récupérateurs". Cette menace est aggravée par les politiques étatiques, favorisant l'incinération de déchets pour la production d'énergie : un processus qui pose des problèmes environnementaux importants et des risques considérables pour la santé publique.

Pour la justice environnementale et sociale

L'organisation Chintan se bat depuis 1999 pour des politiques plus respectueuses de l'environnement et pour les droits des "récupérateurs" de déchets dans la capitale. Le travail très diversifié de l'équipe de Chintan



consiste en des activités de recherche et de plaidoyer en faveur d'une politique de déchets en Inde et en la vulgarisation des informations au public, tout particulièrement aux organisations des "recycleurs".

Mobiliser les recycleurs

Notre première collaboration avec Chintan s'est terminée en juin 2011 et un nouveau projet a débuté en juillet. En dehors du suivi des politiques dans le domaine de la gestion de déchets et du changement climatique, le nouveau projet va assurer le renforcement des groupes de "récupérateurs", en assurant qu'ils ont accès aux informations nécessaires pour s'impliquer activement

dans les discussions politiques. Dans ce contexte, Chintan va aussi veiller à ce que les "récupérateurs" soient impliqués dans l'élaboration des politiques publiques. De plus, il est prévu de réaliser un film sur les liens entre les "récupérateurs" de déchets et le changement climatique, qui va être utilisé dans les campagnes de sensibilisation et de plaidoyer.

► www.chintan-india.org

Philippines

Changement de président sans changement de politique

Bien qu'il ait critiqué sa prédécesseuse Gloria Arroyo à de nombreuses reprises et qu'il ait promis de mener une politique plus sociale lors de son entrée en fonction en 2010, le nouveau Président philippin Benigno Aquino n'a jusqu'à présent pas initié de grands changements politiques. S'il est vrai que la période d'un an ne suffit pas pour résoudre les problèmes sociaux et économiques accumulés pendant des décennies, on peut néanmoins déjà identifier les orientations stratégiques du nouveau gouvernement.

Force est de constater que peu de progrès ont été réalisés en matière de réforme agraire, de création de nouveaux emplois durables, d'augmentation des revenus ou de développement de l'économie rurale et de l'industrie nationale. Au niveau économique, le gouvernement Aquino met l'accent avant tout sur l'augmentation des investissements étrangers directs au détriment de la création d'une forte industrie nationale, capable de fournir des emplois durables. Plusieurs stratégies sont en train d'être élaborées pour inciter des entreprises étrangères à investir dans le pays et une campagne nationale a été lancée pour promouvoir de nouveaux accords de libre-échange, entre autres avec l'Union européenne. De plus, une discussion est en cours autour du changement de la Constitution de 1987, connue aux Philippines comme "Cha Cha" (Charter Change), qui vise à libéraliser davantage les conditions déjà extrêmement favorables pour les investisseurs étrangers.

En poursuivant les politiques libérales

de ses prédécesseurs, le nouveau gouvernement montre qu'il n'a pas tiré (ou qu'il n'a pas voulu tirer) les leçons des erreurs des deux dernières décennies. L'ouverture du pays aux investissements étrangers directs (IED) a permis aux investisseurs de faire des profits énormes, sans toutefois contribuer à la réduction de la pauvreté ou au développement d'une industrialisation nationale. Les IED ont plutôt entraîné une augmentation du taux de chômage, une migration du travail plus élevée, ainsi qu'une baisse réelle des revenus et de la production industrielle domestique.

L'appui aux activités économiques à grande échelle des investisseurs étrangers, notamment dans le domaine de l'exploitation minière, montre le manque de cohérence des politiques d'Aquino. En affirmant que le problème du changement climatique constitue pour lui une grande priorité, le Président a prévu un montant de 17 millions d'euros dans le budget 2012 pour la mitigation et l'adaptation au changement climatique et le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles a élaboré un plan stratégique de 12 ans, nommé "Philippine Strategy on Climate Change Adaptation". Mais en même temps, le gouvernement Aquino a classifié le développement de l'exploitation minière à grande échelle comme élément prioritaire dans son "Philippine Development Plan" quinquennal, alors que le déboisement massif lié à cette forme d'activité économique augmente sensiblement le problème de l'érosion des sols lors des grandes tempêtes.

Cette incohérence s'est manifestée clairement au début du mois d'octobre 2011. Pendant qu'une partie du pays était ravagée par des typhons exceptionnellement destructeurs, le Président a exprimé sa détermination à protéger les entreprises minières contre toute attaques de ceux qui s'opposent à leurs activités, surtout après que la Nouvelle Armée du Peuple (NPA) ait attaqué trois entreprises minières à Surigao au Sud des Philippines. Les rebelles avaient mentionné, comme raison principale de leurs actions, l'impact négatif des opérations des entreprises sur l'environnement local.

Les beaux discours d'Aquino lors de son entrée en fonction en 2010 ne semblent plus très convaincants. Mais, à la fin du compte, il n'est pas surprenant que les changements de politique en faveur des moins favorisés continuent à tarder, étant donné que le pouvoir politique aux Philippines reste toujours dans les mains des dynasties politiques, auxquelles appartient également le Président Aquino, lui-même fils de l'ancienne Présidente Corazon Aquino.



NE - CBHP

Nueva Ecija Community-Based Health Program

Garantir les droits humains et la santé dans les communautés rurales de Nueva Ecija

NE-CBHP accompagne les communautés rurales de la région Nueva Ecija dans leur lutte pour le droit à la santé.

Le budget de la santé pour 2012 reflète clairement la politique du gouvernement Aquino, qui favorise la commercialisation et la privatisation des services publics de santé. Les organisations de la société civile considèrent que le budget - malgré une augmentation prévue - soit complètement insuffisant, surtout en vue de la hausse des prix des médicaments et du manque de personnel de santé dans les cliniques publiques du pays. Plutôt que d'investir dans les services de santé destinés à la population, la plus grande partie du budget va être affecté au système d'assurance national PhilHealth, qui ne bénéficie pas aux plus démunis, et aux partenariats public-privé dans le domaine de la santé.

L'objectif principal de NE-CBHP est d'aider les communautés rurales de la province de Nueva Ecija à mettre en



NE-CBHP travaille dans la région de Nueva Ecija.



NE-CBHP prévoit l'extension de son programme de santé communautaire.

place des systèmes de santé de base gérés d'une manière autonome par les organisations locales, afin de répondre à l'absence de services adéquats de l'Etat. Pendant les dernières années, NE-CBHP a dû adapter son programme de travail normal pour organiser des activités de suivi des violations des droits humains et l'accompagnement des communautés traumatisées par les atrocités perpétrées par les unités de l'armée stationnées dans la région.

Un programme destiné à aider les communautés

Ces projets se sont déroulés de manière satisfaisante, avec le résultat que NE-CBHP a pu reprendre ces programmes de santé de base. Le projet de 2011 a

prévu l'expansion du programme vers deux nouvelles municipalités dans la région montagneuse au nord de la province. Il s'agit de la mise en place d'un programme de santé de base communautaire, d'appui psychologique et d'activités génératrices de revenu. Comme cette région est régulièrement frappée par des glissements de terrain et des montées subites des eaux, il est prévu qu'un volet d'activités portant sur la gestion des catastrophes naturelles et la promotion d'une gestion durable des forêts soit inclus. Actuellement, un nouveau projet triennal est en train d'être élaboré.



KMP

Kilusang Magbubukid ng Pilipinas

Promouvoir l'agriculture durable

KMP est une organisation paysanne qui milite pour une vraie réforme agraire et pour une agriculture durable.

Les paysans philippins se voient de plus en plus confrontés aux effets du changement climatique. Les tempêtes habituelles ont gagné en intensité, comme en septembre 2011, quand le typhon Nesat a occasionné des dégâts massifs dans les champs des paysans au nord du pays. Cette catastrophe confirme une fois de plus la nécessité pour les agriculteurs de trouver des moyens d'adaptation. La pratique de l'agriculture durable, basée sur l'utilisation des

variétés traditionnelles bien adaptées au climat local, peut contribuer à aider les paysans à faire face aux aléas climatiques.

Un mouvement dynamique

Le KMP, une organisation qui représente 2 millions de paysans et de travailleurs agricoles, revendique depuis 1985 des politiques gouvernementales qui répondent aux besoins des paysans : l'accès à la terre, la mise à disposition des moyens de production et des crédits abordables. Le mouvement s'engage aussi pour la promotion de l'agriculture durable, qui prône des techniques agricoles biologiques et l'utilisation de variétés de riz traditionnelles. Le KMP



Le KMP représente 2 millions de paysans.

agit au niveau local et national et joue un rôle actif dans plusieurs organisations et réseaux internationaux comme La Via Campesina, Asian Peasant Coalition et Pesticide Action Network Asia.

Former et informer

Le projet en cours vise à trouver des réponses aux problèmes auxquels sont confrontés les paysans en promouvant l'agriculture biologique. Il consiste en deux volets principaux : d'une part, le KMP organise des activités de sensibilisation et de formation sur les techniques agricoles auprès de ses membres et d'autre part, il fait un travail de plaidoyer en faveur de l'agriculture durable et contre le modèle de l'agriculture industrielle basée sur l'utilisation d'intrants chimiques et de cultures génétiquement modifiées (OGM). En 2011, le KMP a mené une campagne contre l'introduction du riz OGM (riz doré), qui a déjà fait l'objet d'essais en champs.

► www.kilusangmagbubukid.org



Le syndicat paysan KMP milite pour une réelle réforme agraire



PNFSP

Philippine Network of Food Security Programmes

Echanger des informations et des expériences
sur les programmes de sécurité alimentaire

PNFSP est un réseau de 25 ONG
philippines qui travaillent dans le do-
maine de la souveraineté alimentaire.

Aux Philippines, de plus en plus de terres agricoles sont utilisées pour la production de cultures de rente et d'agrocarburants, ainsi que pour des activités commerciales. La forte pression foncière qui en résulte contribue au problème de l'insécurité alimentaire. La situation est encore aggravée par les effets du changement climatique, tout particulièrement sous forme de typhons extrêmement forts qui détruisent régulièrement les récoltes. Ainsi la production agricole des denrées de base est en baisse et le pays, autrefois exportateur de riz, est devenu un des importateurs les plus importants. Une grande partie de la population philippine n'a pas accès à une nutrition adéquate et le nombre de personnes qui souffrent de faim chronique augmente.

Le réseau philippin de programmes de sécurité alimentaire

Le réseau PNFSP a été créé en 2005 par 25 ONG qui travaillent dans le domaine de la souveraineté alimentaire dans le pays entier. Il veut renforcer les programmes de souveraineté alimentaire de ses membres par voie d'échanges d'informations et d'expériences. En outre, PNFSP aide ses membres avec la recherche de financement pour leurs projets et avec le renforcement de leurs capacités institutionnelles.



PNFSP favorise la recherche de nouvelles techniques agricoles.

Une collaboration entre ASTM et Terre Nouvelle

L'idée de soutenir un projet en collaboration avec l'organisation belge Terre Nouvelle, qui a appuyé le PNFSP depuis ses débuts, remonte à plusieurs années. Comme nous travaillons en partie sur les mêmes thèmes et dans les mêmes régions, tout en partageant la même vision du développement, une collaboration s'est presque imposée. Depuis 2011, ASTM et Terre Nouvelle appuient donc ensemble le nouveau programme de PNFSP 2011-2013, qui vise le renforcement des capacités des organisations membres au niveau de la gestion de projets, de l'organisation

institutionnelle, de l'implémentation de campagnes et des activités de plaidoyer. La sensibilisation et la promotion de l'utilisation de technologies agricoles appropriées fait également partie du projet.

► www.pnfsp.org/



MASIPAG

Magsasaka at Siyentista Tungo sa Pag-unlad ng Agrikultura

Promouvoir une agriculture durable aux Philippines

MASIPAG est une organisation composée d'organisations paysannes, d'ONG et de chercheurs. Son objectif est de promouvoir l'agriculture durable aux Philippines.

La nécessité d'un investissement plus important dans l'agriculture a été largement reconnue après la crise alimentaire de 2008, alors que le secteur avait été fortement négligé dans les politiques de développement pendant des décennies. Mais quel modèle d'agriculture doit être soutenu pour résoudre durablement le problème de la faim dans le monde ? Tout doucement, un consensus commence à se dégager:

une approche agricole écologique et familiale est la mieux adaptée pour répondre aux besoins. Des expériences concrètes montrent que les rendements des producteurs pratiquant l'agroécologie sont souvent plus élevés, alors que leurs coûts de production sont plus bas. De plus, ces techniques sont respectueuses de l'environnement et aident les producteurs à pallier les effets du changement climatique.

Des paysans et des scientifiques mettent leurs expériences en commun

MASIPAG, un réseau d'organisations paysannes, d'ONG et de scientifiques,

défend une agriculture écologique basée sur les connaissances traditionnelles des paysans. La valorisation des variétés de riz autochtones comme alternative aux sortes hybrides est un élément central de leur travail. En plus, MASIPAG développe par croisement de nouvelles variétés bien adaptées aux conditions locales. La formation des paysans, la facilitation des échanges de semences et d'informations entre les paysans, ainsi que le plaidoyer en faveur de l'agroécologie sont d'autres domaines d'activité importants.

Renforcer les paysans pour atteindre la souveraineté alimentaire

Le projet actuel appuyé par l'ASTM vise à renforcer la capacité des paysans à résister aux politiques agricoles et aux pratiques des grandes entreprises multinationales. Les quatre volets du projet incluent des campagnes de sensibilisation auprès des paysans et des consommateurs sur l'importance de l'agriculture durable, la réalisation d'études, le plaidoyer politique ainsi que des formations pour les paysans sur la production agricole écologique. L'année passée, un accent a été mis sur la lutte contre l'introduction d'une aubergine transgénique.

► www.masipag.org



MASIPAG organise des formations sur les différentes variétés de riz traditionnelles.



en Afrique

BURKINA FASO

TOGO

en coopération avec

BURKINA FASO

ARFA

Association de recherche et de formation agro-écologique

TOGO

CIDAP

Centre internationale pour le développement agro-pastoral

CED

Centre pour l'écologie et le développement

LE LEVIER

Centre pour l'écologie et le développement

LE SALUT

Solidarité en action pour la lutte contre la pauvreté

Afrique

Une rencontre entre les partenaires africains de l'ASTM

A l'image de l'année 2011, les prochaines années se révéleront très mouvementées pour l'Afrique. Ce n'est sans doute que la conséquence logique de toutes les tensions politiques et socioculturelles qui couvaient depuis un certain temps. Deux événements majeurs méritent d'être signalés. Le "printemps arabe" est arrivé, balayant sur son passage les pires dictateurs qui n'ont eu aucun égard vis-à-vis de leurs populations. La Tunisie en est déjà à ses premières élections libres, l'Egypte continue de mettre en place les aspirations de sa révolution et la Libye vient de mettre fin à plus de quarante ans de despotisme du clan Kadhafi - même si la légitimité de la révolution est entachée du zèle manifeste de certaines puissances occidentales.

Le deuxième événement qui de loin ressemble fort au changement intervenu en Libye, est l'avènement d'Alassane Dramane Ouattara au pouvoir en Côte d'Ivoire. Autrefois poumon économique de toute l'Afrique de l'Ouest et inscrite dans une marche démocratique depuis l'année 2000, la Côte d'Ivoire vient de subir une guerre aux dégâts colossaux pour un simple contentieux électoral. Aujourd'hui tous les acquis sont remis en cause et la sous-région pâtit de la situation sur le plan économique et humanitaire à cause des réfugiés ivoiriens éparpillés partout.

Mais les autres régions de l'Afrique sont également touchées par des bouleversements. En Afrique centrale et australe, on a connu la grave crise socio-économique et politique qui a

secoué le Zimbabwe de Robert Mugabe. La République Démocratique du Congo (RDC), même avec sa démocratie de façade, croupit toujours sous la puissance des seigneurs de guerre. Néanmoins, les forces progressistes ne se résignent pas et les élections nationales de 2012 nous renseigneront certainement sur la réalité de leur détermination. Ce vent mouvementé a aussi soufflé du Kenya au Cameroun en passant par la Centrafrique et la corne de l'Afrique. Bientôt trente ans après le drame humanitaire qu'a connu l'Ethiopie et qui a suscité un élan inégalable de solidarité de par le monde, on en est encore à parler de famine aujourd'hui dans ce pays.

C'est sur fond de ces soubresauts que l'ASTM et ses partenaires africains (situés au Burkina-Faso et au Togo) ont convenu de se réunir et de se pencher sur la question fondamentale qui préoccupe les populations, à savoir la sécurité alimentaire. C'est ainsi que du 21 au 24 juillet 2011 s'est tenue, dans la structure d'accueil du CIDAP à Baga au Nord du Togo, la toute première réunion de réflexion entre les partenaires africains de l'ASTM.

S'inscrivant dans une dynamique d'amélioration continue de la qualité de leurs actions, les participants ont conjointement décidé de profiter des expériences des uns et des autres. Ils ont initié une réflexion sur un thème d'intérêt commun intitulé "Les ONG face aux défis de la sécurité alimentaire et de leur autonomisation". Cette initiative nouvelle répond à une volonté exprimée par les partenaires de l'ASTM de mieux

se connaître pour une meilleure mutualisation de leurs expériences et stratégies d'actions.

Au vu de la qualité des communications et des débats, combinée avec la richesse des résultats obtenus, on peut affirmer que la rencontre fut un succès. Elle a permis d'avoir une vision commune de la sécurité alimentaire, une meilleure compréhension de l'autonomisation des ONG, ainsi que les facteurs y afférents. Les participants ont exprimé leur satisfaction d'avoir eu à se connaître mutuellement et d'avoir eu un aperçu des activités de chaque organisation. Ils ont recommandé que chaque structure intensifie ses actions en faveur de la sécurité alimentaire, afin de contribuer efficacement à l'atteinte du premier Objectif du Millénaire pour le Développement (Réduire l'extrême pauvreté et la faim).

A part ceci, les participants se sont également engagés à élaborer des plans stratégiques pour favoriser le processus d'autonomisation, tout en demandant à l'ASTM d'accompagner chacune des structures dans son processus. Tous ont finalement exprimé le souhait que la rencontre soit périodiquement renouvelée et que des cadres d'échanges entre les partenaires africains de l'ASTM soient développés.



ARFA

Association de recherche et de formation agro-écologique

Améliorer la situation économique et alimentaire des populations rurales dans l'Est du Burkina Faso.

ARFA promeut l'agriculture biologique, qui permet aux paysans du Burkina Faso de s'adapter aux changements climatiques et d'améliorer leurs revenus.

L'agriculture est le pilier de l'économie burkinabé et source de travail et de vie pour la plus grande partie de la population. Cette forte dépendance de l'agriculture rend le pays très vulnérable aux effets du changement climatique, qui se manifeste sous forme de températures plus élevées, de périodes de sécheresse plus fréquentes, de fortes pluies et d'une mauvaise prévisibilité du temps. Tous ces effets contribuent à une dégradation croissante des sols,

à la réduction de la disponibilité en eau et à la perte de récoltes. Le réchauffement planétaire représente une menace pour la souveraineté alimentaire de la population, ainsi que pour l'économie nationale.

Atteindre la souveraineté alimentaire et s'adapter aux effets du changement climatique

L'association de recherche et de formation, ARFA, avec siège à Fada N'Gourma à l'est du pays, s'efforce depuis 1995 à aider les producteurs locaux à améliorer leurs rendements agricoles avec les techniques de l'agroécologie. Il s'agit d'une panoplie d'activités censées améliorer la fertilité des sols et main-

tenir leur humidité sans recours à des intrants chimiques : le compostage, la rotation des cultures, le paillage, etc. Ces méthodes permettent une augmentation de la production agricole à la portée de tous et sans nuisance à l'environnement. ARFA joue également un rôle important au niveau national dans le développement de l'agriculture biologique au Burkina Faso.

Renforcer davantage les capacités des producteurs

Un nouveau projet a commencé en janvier 2011. Il vise à aider la population locale à s'adapter aux impacts du changement climatique, à résoudre leurs problèmes d'insécurité alimentaire et à augmenter leurs revenus par voie de l'agroécologie. Il s'agit d'améliorer la production avec la création de nouveaux sites maraîchers et avec la formation des producteurs sur le maraîchage agroécologique. Il est également prévu d'améliorer la disponibilité en eau par la construction de nouveaux puits et d'une retenue d'eau, ainsi que d'améliorer la commercialisation des produits par la construction de trois magasins de stockage pour les oignons. Des cours d'alphabétisation fonctionnelle seront dispensés; ils permettent aux producteurs de mieux gérer leurs exploitations. En dehors de ces activités, ARFA prévoit d'avancer la mise en place d'une structure nationale pour la promotion des produits biologiques au Burkina Faso.

► www.ong-arfa.org



Le directeur de ARFA, Mathieu Sawadogo (à dr.), avec des bénéficiaires du projet.



CIDAP

Centre international pour le développement agro-pastoral

Une formation continue pour les villageois

Le CIDAP forme des jeunes aux techniques agricoles.

Après 26 ans d'engagement en milieu rural, le CIDAP a une longue expérience de formation de jeunes techniciens agricoles. Il continue à œuvrer en faveur des plus démunis de la région de Niamtougou au Nord du Togo, une région très pauvre et caractérisée par l'exode rural des jeunes.

Enseigner les méthodes de l'agriculture durable

Le Centre CIDAP dispose d'une ferme pédagogique avec infrastructures d'accueil à Baga sur 17 ha. Il dispose également d'un site pédagogique (parcelles agricoles, maraîchage, arbres fruitiers, transformation de produits agricoles) à l'extérieur du Centre s'étendant sur 7 ha. Par son Institut Agricole (IFAEFA), il offre la formation de technicien agricole pour 10 jeunes par année, et accueille 250 étudiants sur les mois d'été, afin de les initier aux méthodes de l'agriculture durable. Les jeunes entrepreneurs diplômés sont accompagnés dans leurs petites entreprises.

Depuis 2010, le CIDAP a reçu l'autorisation officielle du gouvernement de former des jeunes techniciens agricoles suite à une évolution politique plus positive au Togo. Le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds pour l'Environnement mondial (FEM) se sont intéressés au



travail du CIDAP et une collaboration est déjà en cours. Au fil des années, le Centre a développé une production importante à sa ferme, avec 2500 poules pondeuses, la mise en place de banques de semences et la transformation de produits agricoles, ce qui contribue à une autonomisation progressive de l'organisation.

Expérimenter de nouvelles techniques

Avec l'appui de la Direction de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (DETFP) de la région de la Kara, les évaluations des étudiants en CAP de technicien agricole ont été groupées et des épreuves com-

binées pour plusieurs matières ont vu le jour. Sur 7 étudiants inscrits à l'examen de fin de cycle, 7 ont été diplômés. Actuellement, le CIDAP a mis en place une unité de production et d'expérimentation à Natoun sur un nouveau site de 7 ha situé à 5 km de la ferme centrale. Cette unité expérimente de nouvelles techniques de production à faibles intrants. Pour fertiliser toutes les cultures, 1300 tonnes de fumiers ont été sorties des élevages et répandues sur les champs. L'ASTM prend en charge la majeure partie des salaires payés et appuie les activités de base.



CED

Centre pour l'Écologie et le Développement

Donner des perspectives durables à la population du Plateau de Danyi

Le CED promeut une société économiquement, socialement et écologiquement durable tout en responsabilisant le paysan.

Si le Togo compte aujourd'hui parmi les pays les plus pauvres du monde, ce n'est pas faute de bras à même de le hisser à un rang plus respectable. Il manque surtout de cohérence dans la planification et la gestion de priorités au niveau des responsables politiques. Aujourd'hui, le Togo occupe la 159ème place sur 182 pays selon le classement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Autre fait d'actualité, le Fonds Monétaire International (FMI) vient de rendre public que le Togo a atteint le point d'achèvement de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). La couche rurale de la population est la première victime de cette gestion, ce qui se traduit par le manque d'infrastructures locales pour satisfaire les besoins les plus élémentaires.



Le CED veut responsabiliser le paysan.



Les cultures vivrières étaient longtemps négligées à cause de la course aux cultures de rente.

Générer des moyens de subsistance

Les programmes du CED veulent, dans la mesure du possible, contribuer à atténuer ces carences socioéconomiques sur le plateau de Danyi. Il s'agit d'améliorer les conditions de vie, tout en assurant la réhabilitation de l'environnement. Mais l'objectif premier est de faire en sorte que les populations deviennent les acteurs de leur propre développement. Le CED tient donc à renforcer et à accompagner, par l'approche participative, les organisations de base pour tendre progressivement vers leur autonomisation.

Le nouveau programme du CED

Concrètement, le CED promeut des activités génératrices de revenus dans le secteur agricole. L'accent est mis

sur les cultures vivrières, car elles ont longtemps été négligées à cause de la course vers les produits de rente comme le café et le cacao. La production du chou et du haricot vert est actuellement en développement. Elle est promue par le CED sous la forme de "filiale", c'est-à-dire en prenant en compte tous les acteurs de la chaîne de production. L'amélioration de l'accès au marché de ces produits est l'un des objectifs principaux du projet.

Outre ces activités, le CED assiste les communautés villageoises à définir leurs priorités et à concevoir des projets de développement communautaires, pour les soumettre à de potentiels bailleurs de fonds. Le CED veut également lancer un projet de renforcement des capacités internes, concrétisé notamment par la construction d'un centre d'accueil.



LE LEVIER

Accompagner les paysans à devenir les acteurs de leur propre développement

Le Levier aide les paysans à s'organiser pour diversifier leurs sources de revenus, en liant élevage et agriculture.

Bien que l'agriculture soit la principale activité de la population de Kpélé-Akata, dans la région des plateaux au Sud du Togo, plusieurs phénomènes entravent son développement : le faible taux d'encadrement des paysans et des éleveurs, la chute des prix des cultures d'exportation, la difficulté d'octroi de crédit surtout en période de soudure, la dégradation des ressources naturelles et la vétusté des équipements et matériels de travail. À cela s'ajoutent la crise alimentaire et l'inflation.

La jeune association Le Levier a pour but de contribuer au développement autonome et participatif des communautés ciblées, en vue d'améliorer la qualité de vie. Elle promeut des projets d'éducation, l'égalité entre les genres, la protection de l'environnement, la santé communautaire, la protection des droits humains, ainsi que l'instauration de la démocratie de base et l'augmentation des revenus de la population locale.

Un nouveau programme triennal

Le nouveau programme triennal vise à promouvoir des activités génératrices de revenus, d'accompagner les paysans à s'organiser en groupements et de les sensibiliser à des pratiques écologiques.



Le Levier encourage les paysans à lier l'agriculture à l'élevage de volailles.

Il veut également encourager les paysans à associer l'élevage de volailles et de petits ruminants à leur activité principale. Reconnaisant les avantages potentiels d'une étroite articulation entre l'agriculture et l'élevage, Le Levier met en valeur leur complémentarité. Une partie de la production sert à nourrir les animaux, ce qui offre une source de revenus supplémentaire, alors que les excréments sont utilisés sous formes d'engrais organiques pour le maraîchage. Actuellement 10 groupements de production céréalière et d'élevage sont créés.

Le nouveau projet a bien démarré, malgré certains problèmes auxquels les bénéficiaires ont été confrontés.

Les producteurs de maïs, n'ayant pas pu s'acquérir des semences améliorées en raison du retard inhabituel des premières pluies, ont dû se contenter de leur maïs normal pour cette campagne. Quant aux éleveurs, le travail de sensibilisation est en cours, tandis que l'équipe de Le Levier a participé à des formations continues.



LE SALUT

Solidarité en action pour la lutte contre la pauvreté

Appuyer le maraîchage périurbain à Lomé

Le Salut s'engage à renforcer les capacités des producteurs agricoles aux alentours de Lomé et d'organiser la collecte de déchets dans deux quartiers de la ville.

La croissance rapide de la population de la ville de Lomé entraîne de nombreux problèmes sociaux, entre autres au niveau de l'emploi et de la sécurité alimentaire. La pratique de l'agriculture maraîchère à l'intérieur et aux alentours de la ville joue un rôle important, en contribuant à l'approvisionnement alimentaire de la population et en constituant une source de revenu pour les personnes sans emploi ou en sous-emploi. Cependant, ces producteurs périurbains sont confrontés à d'importantes contraintes: la pression foncière et l'insécurité de tenure, la surexploita-

tion des sols, les pertes importantes occasionnées par des attaques de ravageurs et des maladies, ainsi que les problèmes de stockage et de financement de la production. Un autre défi pour la ville de Lomé, qui va de pair avec l'explosion démographique, consiste en l'élimination des ordures ménagères. L'Etat a lancé des programmes de collecte des déchets, mais il n'arrive pas à les assurer dans tous les quartiers.

Créer des perspectives par le biais de la formation

L'ONG Le Salut s'engage depuis 2004 en faveur des communautés rurales et urbaines de la ville de Lomé et des alentours. Le travail consiste en la formation et l'accompagnement des communautés dans un processus participatif pour les aider à sortir de la pauvreté. Les programmes de Le Salut dans les domaines



de l'agriculture, de l'environnement, de la santé communautaire, de l'appui aux activités génératrices de revenus, de l'assistance juridique et de la promotion du volontariat sont menés par une équipe de cinq permanents, épaulée par des experts dans les différents domaines.

Renforcement des organisations de producteurs maraîchers

Le projet en cours poursuit un double objectif. Premièrement, il vise le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des producteurs avec un accent sur la promotion des techniques biologiques (l'utilisation de biopesticides et de fumure organique), ainsi qu'une meilleure valorisation des produits destinés aux marchés locaux et régionaux. Deuxièmement, il est prévu de sensibiliser les ménages de deux quartiers de Lomé sur la gestion durable des ressources naturelles, dans l'optique de mettre en place un système de recyclage des ordures et déchets urbains, dont une partie pourrait servir les maraîchers comme compost.



en coopération avec

GUATEMALA

CUC
SEAJUS

Comité de unidad campesina
Servicios jurídicos y sociales

HONDURAS

CENCOP
CDM

Centro de comunicacion popular de Honduras
Centro de los Derechos de las Mujeres

EL SALVADOR

ISD

Iniciativa social para la democracia

BRÉSIL

MST
ANACOP

Movimento dos trabalhadores rurais sem terra
Associação nacional de apoio às comunidades populares

chili

FUNDECAM

Fundación de Desarrollo Campesino

PÉROU

ADECAP
MIDE
FEDEPAZ

Asociación de defensa y desarrollo de las comunidades andinas del Perú
Microcrédit pour le Développement
Fundación Ecuménica para el Desarrollo y la Paz

BOLIVIE

CEDIB

Centro de documentación e información Bolivia

ÉQUATEUR

FDA
SF

El Frente de defensa de la amazonia
Somos Familia



Amérique Latine

un modèle économique qui pose problème

À l'exception du coup d'Etat au Honduras en juin 2009, l'Amérique latine a trouvé une certaine stabilité politique avec des élections régulières qui assurent l'alternance démocratique du pouvoir. L'État de Droit s'est imposé dans la plupart des pays, de même que la reconnaissance formelle des droits des citoyens. Cependant, il reste encore un long chemin à parcourir pour arriver à une vraie démocratie participative et pour diminuer les importantes inégalités existantes.

La plupart des observateurs pensent que l'Amérique latine est bien préparée pour faire face à la crise économique et financière, subie depuis 2008 par l'Union Européenne et les États-Unis en premier lieu. Alors que ces derniers ont dû compter avec une croissance négative en 2010, celle de l'Amérique latine était de 6%. Or, malgré la bonne évolution économique, les inégalités sociales sont toujours frappantes en Amérique latine, même si elles ont diminué dans certains pays. En 2010, il y avait encore 180 millions de pauvres et les dégâts environnementaux se multiplient.

Au-delà des différences idéologiques des gouvernants, le modèle économique est plus ou moins le même partout sur le continent. Il ne vise pas une modernisation et une diversification structurelle, mais est basé sur l'exportation de matières premières et donc très dépendant des fluctuations des marchés mondiaux. La croissance est ainsi liée à la forte demande des pays asiatiques émergents et particulièrement de la Chine, qui a nettement augmenté ses investisse-

ments et le commerce avec la région dans les 10 dernières années.

L'Amérique latine est connue pour avoir une grande variété de ressources minières. Au nom du développement, la plupart des gouvernements ont créé des législations libérales pour attirer le capital étranger, ce qui fait que depuis les années 1990 les taux d'investissement, notamment des multinationales dans le secteur minier, comptent parmi les plus élevés au monde. Au Guatemala par exemple, la loi minière de 1997 autorise les entreprises nationales et internationales à exploiter les richesses du sous-sol en reversant seulement 1 % des bénéfices à l'État. De l'autre côté, le cadre législatif pour protéger les droits des populations et préserver l'environnement est souvent absent, et même s'il existe, les structures étatiques sont rarement capables de l'appliquer, dû à la puissance des multinationales et à la corruption.

Ce modèle économique est fortement critiqué par ceux qui en subissent les conséquences directes: les mouvements sociaux et les organisations environnementales, paysannes et indigènes. Alors que l'exploitation minière n'apporte que très peu de bénéfices à la population locale, elle a comme conséquence la perte de leurs moyens de subsistance, la dégradation de l'environnement, par exemple par la contamination des cours d'eau et des nappes phréatiques, ainsi que des violations permanentes aux droits humains. C'est pourquoi la société civile se mobilise un peu partout en Amérique latine : en Argentine contre

l'exploitation de la mine "Pascua Lama" par la société Barrick Gold, au Guatemala contre l'exploitation de la mine Marlin par la société Montana Exploradora et Gold Corp ou en Bolivie contre Kileo et Sidereste, etc. Plusieurs pays ont cherché à récupérer la souveraineté sur leurs ressources, mais dans l'ensemble ils n'ont pas réussi à mieux réguler l'activité des sociétés multinationales sur leurs territoires respectifs.

Bien que des pays comme la Bolivie, l'Équateur, le Nicaragua ou le Venezuela aient reconnu les droits des indigènes à participer à la gestion des ressources naturelles, et que la plupart des pays aient signé la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail qui reconnaît le droit à la consultation préalable, l'absence de la participation de la société civile dans les projets qui l'affectent est un des grands problèmes. Pour faire face à la généralisation des conflits, il s'impose de faire avancer l'implantation des lois permettant l'exercice des Droits économiques sociaux et culturels.

Certains partenaires de l'ASTM en Amérique latine soutiennent les populations qui font face aux conséquences négatives de l'industrie minière. Ils renforcent leurs organisations à travers la formation sur leurs droits et sur les mécanismes juridiques pour leur défense. Les citoyens informés sont capables de participer à la prise de décisions sur les projets affectant leurs droits. Dans ce contexte, l'ASTM continuera son travail de soutien à ses partenaires.



CUC

Comité de Unidad Campesina

Le droit à l'accès à la terre et à la défense du territoire

Le CUC renforce les communautés indigènes et paysannes à travers la formation des dirigeants et l'accompagnement juridique des cas de violations aux droits humains.

Les dernières élections présidentielles au Guatemala en novembre 2011 ont opposé le général à la retraite Otto Pérez, accusé de violations des droits humains pendant la guerre civile, à l'avocat Manuel Baldizon, qui entretient manifestement des liens étroits avec le crime organisé. Ce constat en dit long sur la situation dans ce pays qui porte une lourde histoire d'instabilité et de violence et qui a connu entre janvier et juin 2011 plus de 2900 meurtres. Les gens vivent dans la peur et une grande partie

de la population acclame tous ceux qui promettent une fin à la violence. Mais la violence au Guatemala n'est pas un hasard. Elle est le fruit des inégalités scandaleuses qui séparent une minorité élitiste à la grande majorité qui vit dans la misère.

Défendre le territoire et les droits humains

C'est dans ce contexte que le CUC (Comité d'Unité Paysanne) travaille depuis 1978 avec les familles en situation de grande pauvreté (plus de 70% de la population indigène est pauvre). Ayant pour mission la défense des droits des paysans, le CUC propose plusieurs pistes d'action qui visent à soutenir et à renforcer l'accès à la terre. Il a mis en place un projet de formation

et d'assistance juridique aux paysans. Dans 6 provinces guatémaltèques, deux avocats et une assistante, financés par l'ASTM, accompagnent les paysans dans plus de 60 conflits de terre ou de travail. Les problématiques sont multiples : il s'agit de récupérer les titres de propriété, de défendre les dirigeants des communautés qui sont emprisonnés de manière abusive, de protester devant les tribunaux contre les destructions de villages entiers et de faire avancer des lois pour garantir l'accès à la terre et une vie digne aux paysans.

Malgré les efforts et les réussites (récupération des terres pour plus de 200 familles), l'année 2011 a été très conflictuelle. La problématique agraire s'intensifie considérablement à cause de la rentabilité des agrocarburants. Les grands propriétaires terriens et les entreprises nationales et étrangères essaient par tous les moyens d'agrandir leurs surfaces cultivables pour y planter des plantes énergétiques destinées à l'exportation, ce qui augmente la pression foncière. Dans ce contexte, les démarches des petits paysans pour l'obtention de titres de propriété s'avèrent très difficiles et les expulsions forcées sont très fréquentes.

► www.cuc.org.gt



Le CUC revendique un accès à la terre pour les petits paysans.



SERJUS

Servicios Juridicos y Sociales

Appui à l'école méthodologique d'éducation populaire

Le SERJUS renforce les capacités citoyennes des organisations sociales.

Après plus de trois décennies de guerre civile, le système politique et social du Guatemala se reconstruit lentement. Il ne s'agit pas seulement de rétablir la confiance, de faire justice aux abus et de bâtir une narration commune de l'histoire précédente, mais aussi de récupérer la souveraineté par un peuple informé et responsable.

Conformément aux chiffres du Tribunal Électoral, la dernière élection présidentielle a connu une participation historique : plus de 5 millions de personnes sont allées aux urnes. Pourtant, le pays a du mal à développer une culture démocratique qui soutienne cette participation. La violence, qui

transperce toutes les couches de la vie sociale, est devenue le moyen habituel de résolution de conflits. Dans la sphère privée (le nombre de féminicides ne fait qu'augmenter), comme dans la sphère publique, les menaces, séquestrations et assassinats sont monnaie courante.

Selon l'avis de notre partenaire SERJUS, la campagne politique "a cherché à diviser, manipuler, user et coopter les communautés". Ainsi, les discours politiques ont mélangé les promesses populistes et le retour à l'autoritarisme, en utilisant les slogans appartenant historiquement aux mouvements sociaux.

L'éducation comme un outil transformateur

Dans ce contexte, le renforcement d'une société civile qui permette d'établir les bases d'une démocratie participative

moderne devient un impératif. "Dès lors que nous vivons dans des sociétés avec autant d'inégalités et d'injustices, où l'on nie aux gens les droits les plus élémentaires et où les écosystèmes sont soumis aux intérêts mesquins des classes oligarchiques (...), surgit la problématique d'une éducation apte à transformer notre vision du monde et de l'autre", disent les responsables de SERJUS.

Entre 2010 et 2012, et en cohérence avec ce diagnostic, l'ASTM soutient le renforcement des organisations d'éducateurs populaires grâce à la production de ressources méthodologiques, indispensables à la mise en place d'un programme de formation et au développement d'une stratégie de communication. En outre, le SERJUS a élaboré des outils virtuels et un réseau électronique d'échanges d'expériences. La production de matériel pédagogique, adapté aux langues et aux besoins des communautés, est d'une importance capitale, car c'est l'écriture qui permet de révisiter les contenus ou d'enregistrer les processus d'apprentissage. Avec cette stratégie, le SERJUS cherche à apporter des éléments à la construction d'une force sociale capable de transformer la réalité.

► www.serjus.org.gt



Serjus renforce la société civile pour établir les bases d'une démocratie participative.



CENCOP

Centro de Comunicacion Popular de Honduras

Renforcement des organisations sociales pour avancer dans la démocratisation du pays

Cencop renforce les compétences des organisations sociales pour l'exercice de la citoyenneté active, afin d'avancer dans la démocratisation du pays.

Depuis le coup d'État en juin 2009, le Honduras vit toujours une crise politique et sociale, dont la violence et l'insécurité citoyenne sont les problèmes principaux. Plusieurs organisations nationales et internationales continuent à dénoncer la situation des droits humains, qui s'est aggravée en 2010 et 2011. Elles ont mentionné l'impunité existante, les cas de menaces et de répressions, ainsi que les assassinats de journalistes et de leaders des mouvements sociaux.

Le CENCOP : formations pour la participation citoyenne

Depuis sa création en 1977, le CENCOPH a la conviction que la formation est indispensable pour contribuer au changement social. C'est pourquoi il s'est donné comme objectif de renforcer les organisations de base du mouvement social hondurien à travers la formation permanente. Cette formation cherche à promouvoir une conscience critique, éthique et participative face au système social, afin de créer des acteurs de développement.

Depuis 2010 et dans le contexte social et politique actuel, CENCOP a décidé de cibler son activité sur la formation et la communication citoyenne, en laissant de côté son action dans le

domaine de l'économie solidaire dans la zone rurale du pays. Les organisations sociales réclament de plus en plus des espaces de formation, de discussion et d'analyses pour mieux comprendre les problèmes nationaux et internationaux qui les affectent et pour pouvoir ainsi participer au changement social.

Renforcer le mouvement social à travers la formation de dirigeants

L'action 2009-2011 soutenue par l'ASTM vise à former 40 dirigeants nationaux qui suivent la formation de 5 modules, puis diffusent leurs apprentissages et connaissances à 160 dirigeants régionaux. Ceux-ci le feront à leur tour à 240 dirigeants au niveau local.

Bien qu'en 2009, le climat politique ait empêché le déroulement de certaines activités prévues, 2010 a été une année de grandes avancées. Les activités de formation ont connu un intérêt croissant avec un nombre des participants qui a augmenté et dépassé les indicateurs prévus. On a constaté d'autre part une croissance qualitative et quantitative de la population dans le mouvement social qui demande une meilleure participation dans la vie politique du pays et le respect des droits humains. Cela correspond exactement à l'objectif de contribuer à la création d'une citoyenneté active. Par exemple, dans le département d'Olancho, le projet compte actuellement des participants venant de 23 municipalités, contre 10 en 2009.



Le Cencop contribue à la création d'une citoyenneté active.



CDM

Centro de los Derechos de las Mujeres

Promouvoir les droits des femmes

CDM renforce l'exercice de la citoyenneté des jeunes pour qu'ils puissent devenir des acteurs de changement.

La violence sociale et politique est devenue un des problèmes principaux auquel est confronté le Honduras. En 2010, le taux d'assassinats a été de 77,5 sur 100.000 habitants et entre 2000 et 2011, plus de 39.000 personnes ont perdu la vie de manière violente.

Dans ce contexte de violence généralisée, causée par les problèmes structurels actuels, les agressions contre les femmes sont aussi à l'ordre du jour. Entre janvier et juin 2011, 192 femmes ont été victimes d'une mort violente, soit 8% de plus que pendant la même période en 2010. Au delà de la culture machiste et de la discrimination, il y a un manque de politiques effectives pour freiner ce type de violence. Les organisations de femmes, ainsi que les organisations de défense des droits humains au niveau national et international, dénoncent cette situation et exigent une réaction des institutions de l'Etat.

CDM : agir contre la discrimination et la violence envers les femmes

Le Centre des Droits pour les Femmes (CDM) promeut le renforcement de l'autonomie, de la justice et de l'exercice des droits des femmes au Honduras. Il agit surtout contre la discrimination et la violence envers les femmes, en



Le CDM crée des espaces de participation citoyenne pour les jeunes.

créant un cadre juridique pour défendre leurs droits, en renforçant la citoyenneté et en sensibilisant la population à ce sujet. Parmi ses activités concrètes, le CDM offre un soutien juridique et psychologique aux femmes ayant souffert de la violence et participe activement dans la promotion et la mise en œuvre des lois contre la violence domestique. Il gère également un observatoire des droits des femmes, ainsi qu'un centre de documentation et d'information sur cette thématique.

Renforcer la conscience citoyenne des jeunes

Le projet soutenu par l'ASTM (2010-2012) vise à renforcer la citoyenneté de 150 jeunes à Tegucigalpa, la capitale. Il répond aux demandes de ces jeunes

qui revendiquent la création d'espaces de participation citoyenne, ainsi que l'accès aux formations, afin de pouvoir comprendre les différents phénomènes politiques, économiques, sociaux et culturels au niveau national et international.

Par le biais d'une stratégie de formation développée par le CDM, les jeunes reproduisent au sein de leurs organisations les ateliers auxquels ils ont participé. Cet effet multiplicateur permettra d'atteindre 2000 jeunes comme bénéficiaires indirects. Dans le cadre de suivi des projets en Amérique centrale, deux membres de l'ASTM ont pu constater en février 2011 le bon déroulement du projet.

► www.derechosdelamujer.org.



ISD

Iniciativa Social para la Democracia

Promouvoir la démocratie, la transparence et la participation des citoyens au développement local

ISD s'engage pour la pratique démocratique, la transparence et la participation des citoyens.

Deux ans après l'accès au pouvoir du Président Mauricio Funes, appuyé par le FMLN (parti de gauche dérivant de la coalition de 5 groupes de l'ancienne guérilla), la situation politique au Salvador reste compliquée. Le Président, plutôt autoritaire, a opté pour une alliance avec un nouveau parti politique formé par d'anciens membres de ARENA (le parti conservateur à l'opposition), ce qui a provoqué pas mal de confusion et une gestion du pays erratique et déstabilisante. Pour le gouvernement, les questions urgentes à traiter sont la sécurité intérieure et la politique sociale, car au Salvador la criminalité devient de plus en plus grave et la pauvreté augmente.

Les avancées constatées dans les domaines de l'éducation, de l'accès aux soins et du logement demeurent limitées. Le transport public, aux mains de compagnies privées, est sinistré ; l'accès à l'eau, à l'électricité et au gaz reste problématique. D'après l'ISD, le gouvernement Funes a réalisé des avancées institutionnelles en matière de transparence, mais il n'a pas promu d'initiatives concrètes pour diminuer l'opacité dans la gestion gouvernementale et pour combattre la corruption.

L'ISD a multiplié ses activités

Depuis 2009, l'ISD a décidé d'étendre son action aux trois niveaux territori-



ISD vise à augmenter la participation citoyenne dans la formulation des politiques.

aux - local, régional et national - dans l'espoir d'accélérer le processus démocratique. Les concepts que l'organisation préconise sont une réforme électorale, une décentralisation des compétences, ainsi que le renforcement des organes de contrôle et des mécanismes de lutte contre la corruption. Les expériences réalisées dans le cadre du projet financé par l'ASTM ("Gouvernance démocratique et transparence au niveau de 20 municipalités au El Salvador") sont utilisées avec succès dans d'autres régions du pays.

L'importance du travail en réseau

En vue de partager son expérience, l'ISD, en coordination avec la CONGCOOP (Coordinatrice des ONG et Coopératives du Guatemala), a organisé en octobre

2011 une rencontre qui a rassemblé les différentes organisations partenaires de l'ASTM de l'Amérique centrale, ainsi que d'autres organisations de la région. L'objectif était de créer un espace de dialogue avec des organisations de la société civile impliquées dans les mêmes activités de promotion et d'impulsion de réformes politiques, afin de rechercher des synergies. Au cours de cette rencontre, les 25 participants se sont échangés sur l'état actuel du processus de réforme politique dans chacun de leurs pays. Ils ont cherché à identifier les possibilités et les risques existants en vue de fortifier la démocratie et d'améliorer la gouvernance, ainsi que les éléments utiles pour un éventuel agenda de réforme politique dans une approche régionale.

► www.isd.org.sv/



MST

Movimento Dos Trabalhadores Rurais Sem Terra

Former les dirigeants du MST pour qu'ils deviennent des multiplicateurs

Après 26 ans d'histoire, le MST est toujours une des plus importantes organisations paysannes de l'Amérique latine. Il lutte pour la réforme agraire, la justice sociale et la souveraineté alimentaire.

Alors que le Brésil, neuvième puissance économique du monde, est devenu un des grands exportateurs de matières premières, un quart de la population rurale vit encore dans l'extrême pauvreté. La cause principale réside dans la concentration croissante des terres dans les mains des grands propriétaires fonciers. D'après le recensement de 2006, les exploitations de plus de 1000 hectares occupent plus de 43 % de l'espace total, tandis que celles de moins de 10 hectares n'en représentent que 2,7 %. Selon le MST, cette situation s'explique en grande partie par la production massive des agrocarburants, laquelle a besoin de grandes surfaces, menaçant ainsi la petite agriculture paysanne.

MST : une histoire de la lutte pour la terre

Dans ce contexte, le MST continue à lutter pour une vraie réforme agraire qui assure aux paysans l'accès à la terre et la production d'aliments pour le marché interne. Même s'il y a eu des avancées sociales importantes pendant les huit années du gouvernement de Lula, la réforme agraire se fait toujours attendre. Actuellement, on estime qu'il y a 240000 familles sans terres au Per-



Au Pernambuco, près de 16000 familles campent sur des terres inexploitées.

nambuco et quatre millions au Brésil. Les différents gouvernements n'ont pas réussi à s'attaquer au problème de l'inégale distribution de la terre, causant des conflits agraires qui peuvent être très violents.

Au Pernambuco, le MST compte aujourd'hui près de 16000 familles campant sur des terres inexploitées, ainsi que 14000 familles organisées en coopératives dans les communautés rurales. Les occupations (assentamentos) ont pour objectif d'accéder à la terre et de faire pression sur les décideurs politiques.

Appui à la formation de dirigeants de base et de coordinateurs du MST-PE

Afin de continuer sa lutte, le MST a besoin de former des cadres militants

pour accompagner les familles paysannes dans les "assentamentos". C'est la raison d'être du projet appuyé par l'ASTM, qui vise la formation politique et technique de 180 dirigeants et coordinateurs des différents secteurs du MST-Pernambuco.

Les personnes ainsi formées sont engagées par la suite dans les diverses activités quotidiennes des "assentamentos". Elles apportent aux paysans un soutien efficace en ce qui concerne l'organisation du village agricole dans les domaines de la santé, de la production, du coopérativisme. Elles les aident également à avoir accès aux divers programmes gouvernementaux, comme les programmes de crédits, de logement, d'alimentation, etc.

► www.mst.org.br



ANACOP

Associação Nacional de Apoio às Comunidades Populares

Soutien aux communautés populaires

ANACOP organise les communautés populaires au sein des quartiers défavorisés pour combattre la pauvreté par des initiatives solidaires.

En janvier 2011, Dilma Rousseff, du Parti des travailleurs (PT), est devenue la première femme dans l'histoire du Brésil à accéder à la présidence du pays. Neuvième puissance économique et grand exportateur mondial de matières premières agricoles, le Brésil compte encore plus de 18 millions de personnes en situation d'extrême pauvreté avec un revenu mensuel inférieur à 30 €.

ANACOP : réseau de solidarité

ANACOP vient de se renommer "Le Mouvement des Communautés

Populaires (MCP)" et entame ainsi la cinquième étape de son existence. Ayant abandonné pendant quelques années son esprit revendicatif, il le reprend dans le nouveau contexte politique et revendique des actions constructives et responsables de l'État pour faire face aux injustices sociales. Présent dans 12 états du Brésil, le MCP compte environ 15000 personnes réparties en plus de 42 communautés populaires et cherche à impliquer la population dans les quartiers défavorisés dans la recherche de solutions aux problèmes liés à la pauvreté en créant en même temps un réseau de solidarité et d'entraide.

Des résultats encourageants

Le projet 2008-2011, fruit d'une collaboration entre 3 ONG (Solidaresch Hellef Réiserbann, Action Solidaire Echternach

et ASTM) s'est déroulé selon les prévisions. Les activités d'articulation du mouvement par le biais du journal "Voix de la Communauté", ainsi que par le travail de coordination, ont connu un franc succès et ont permis la création de nouvelles communautés.

Il y a également des avancées dans les domaines de l'économie solidaire, d'éducation, de formation des jeunes, de santé, etc. Les résultats sont très positifs en ce qui concerne les activités génératrices de revenus qui bénéficient directement à plus de 5000 personnes. En 2004, il y avait 8 "mini banques" alors qu'en 2011 on en compte 25 qui permettent l'accès aux petits crédits à plus de 1500 personnes. Les bénéfices obtenus servent à alimenter un fonds social de santé pour les membres qui n'ont pas accès aux soins de santé, ainsi qu'à financer les frais de fonctionnement du mouvement.

Pour une société participative et solidaire

Le projet 2012-2014 s'inscrit dans le plan d'action qui définit les priorités pour les 10 ans à venir. Il a été décidé que le MCP se consacre à la construction d'une société participative et solidaire et que désormais, il encourage ses membres à militer solidairement au niveau des communes, des syndicats et des écoles. Il poursuivra également ses activités d'éducation et formation. La lutte contre l'alcool, la violence et la drogue reste au cœur des actions des jeunes.



ANACOP donne une perspective aux jeunes dans les quartiers défavorisés.



FUNDECAM

Fundación de Desarrollo Campesino

Renforcement des organisations sociales pour avancer dans la démocratisation du pays

FUNDECAM aide les indigènes Mapuche à s'organiser.

En 2011, le Chili a connu les manifestations les plus importantes depuis la fin de la dictature en 1990. Les étudiants remettent en cause le coût élevé des études et la privatisation de l'enseignement supérieur, qui compte déjà parmi les plus chers et les plus inégalitaires du monde. Mais ce mouvement n'a pas commencé avec la révolte des étudiants.

Dès le début de 2011, la population de Punta Arenas, ville de l'extrême sud du pays, protestait contre une augmentation massive et brutale du prix du gaz. Puis ce furent les manifestations contre la décision, sans consultation citoyenne, de la construction de cinq grands barrages en Patagonie.

Une grande partie du peuple met aujourd'hui en question le modèle économique et le système politique, ainsi que les années du gouvernement de la Concertation. Celui-ci a poursuivi la politique économique de la dictature, laquelle avait privatisé l'extraction des ressources naturelles. Et dans ce contexte, les indigènes Mapuche ont été - et restent - les oubliés de la croissance.

FUNDECAM aide les Mapuche à s'organiser

FUNDECAM travaille dans les régions de l'Araucania, de Los Rios, de Los Lagos et du fleuve Bio Bio. Depuis sa création,

elle définit et exécute des projets qui, à partir d'une perspective interculturelle, contribuent à améliorer les conditions de vie de la population rurale, et plus spécialement celles du peuple Mapuche, le plus pauvre parmi les pauvres. Toujours à l'écoute des demandes des communautés, FUNDECAM s'est engagée à aider les communautés Lafkenche à faire face aux conséquences désastreuses, aussi bien environnementales que sociales, de la construction d'un pipeline.

Aider les communautés Lafkenches

L'objectif du projet est de renforcer les organisations du territoire Lafkenche

de Quele et de Mehuin, affectées par la construction du pipeline qui va transporter les déchets d'une des plus grandes usines de cellulose du pays vers la mer en passant par leurs terres ancestrales. Les tractations et les démarches entreprises depuis des années par de nombreuses organisations pour empêcher la construction du pipeline n'ont pas abouti. Mais pour les communautés, la lutte n'est pas finie pour autant. Elles continuent à se mobiliser pour faire en sorte que les déchets toxiques ne traversent pas leurs cultures et ne soient pas déversés dans la mer, là où ils pêchent !



FUNDECAM aide les communautés Lafkenches à se mobiliser contre la construction d'un pipeline.



ADECAP

Asociación de Defensa y Desarrollo de las Comunidades Andinas del Perú

Promouvoir la santé pour les communautés indigènes dans la région andine

ADECAP contribue à promouvoir la santé et la nutrition par la formation des femmes, l'aménagement des potagers et l'amélioration des conditions de l'habitat des indigènes.

Malgré sa croissance économique soutenue des dernières années (8,3% en 2010), plus de 36% des 28 millions d'habitants du Pérou vivent dans la pauvreté. A Tayacaja, une des provinces les plus pauvres, 85% de la population résidant en zone rurale en sont touchés. La malnutrition infantile au niveau national a été réduite de 22,9% en 2005 à 18,3% en 2009 selon les statistiques officielles, mais dans les zones rurales, 32,8% des enfants souffrent encore de malnutrition chronique. Celle-ci est fortement liée à la pauvreté : alimentation insuffisante, manque d'hygiène, climat insalubre, etc. Elle affecte la croissance de l'enfant et, de manière irréversible, le développement des capacités cérébrales. C'est pourquoi il est important d'intervenir en urgence.

ADECAP : une stratégie intégrée pour combattre la pauvreté

ADECAP lutte contre la pauvreté et la marginalisation, ainsi que pour la promotion du développement intégral des communautés indigènes quechuas. Basée sur une approche intégrale, elle travaille en collaboration avec les familles, les autorités communautaires et, dans la mesure du possible, avec les services locaux du Ministère de la



Santé, dans la perspective de les impliquer dans la résolution des problèmes auxquels les indigènes sont confrontés. Par ce travail, ADECAP a acquis une expertise dans ce domaine qui est reconnue au niveau national et qui permet la poursuite du soutien de l'ASTM pour continuer ce travail avec des nouvelles communautés.

Des résultats encourageants

Le projet 2010-2012 vise l'appui de 1000 familles dans 20 communautés pour améliorer leurs conditions de santé et de nutrition à travers la production et la consommation de cultures diversifiées et écologiques, la formation en nutrition et en pratiques sanitaires, l'accès à des services de prévention et

de soins prénataux du service étatique. En 2010, les activités prévues se sont bien déroulées et elles ont aidé la population à faire face au problème de la malnutrition. Au total, 557 familles ont commencé à cultiver des potagers, dont 60 % avec des engrais biologiques, plus de 90 familles ont amélioré leurs habitats, 80 promoteurs de santé ont été formés et ont reproduit la formation dans 20 communautés. L'ASTM soutient également une petite action pour que ces communautés indigènes participent dans l'élaboration du budget participatif municipal.



MIDE

Microcrédit pour le Développement

Renforcement de l'autonomie des femmes indigènes dans la région de Cusco

Promouvoir l'entrepreneuriat féminin, tout en luttant contre les inégalités hommes-femmes

Au Pérou, 40% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (avec moins de 2 US\$ par jour). La région de Cusco compte parmi les plus défavorisées avec un taux de pauvreté de 78,8%. Comme souvent, les femmes sont les plus marginalisées.

La population, essentiellement indigène, est structurée en communautés paysannes. Elle vit essentiellement de l'agriculture et de l'élevage. Toutefois, vu l'aridité de la région, les familles n'arrivent pas à dégager les surplus suffisants pour assurer leur développement. Face à ce problème, les populations adoptent des stratégies de diversification. Celles-ci sont souvent portées par les femmes, en particulier lorsqu'il s'agit de commerce, d'artisanat ou d'élevage.

MIDE propose une approche intégrale, associant le conseil et la formation aux microcrédits.

MIDE promeut le microcrédit comme un outil de développement économique et personnel pour les femmes indigènes vivant dans l'extrême pauvreté. Les microcrédits sont accompagnés de formations adéquates et les femmes bénéficient d'un suivi régulier. MIDE porte notamment beaucoup d'attention à la promotion du rôle social des femmes.



Mideorganiseunsuivipourlesfemmesqui ontcontractéunmicrocrédit.

L'organisation a ainsi permis à plus de 7000 femmes de lancer une activité commerciale, d'élevage ou d'artisanat qui leur permette de vivre.

Des formations pour le renforcement des compétences des femmes

Alors que les activités de microfinance sont financées par d'autres bailleurs de fonds, les activités de formation, très importantes, ne le sont que très partiellement. L'ASTM a donc mis à disposition de MIDE des moyens pour financer des formations en comptabilité et en gestion d'activités économiques, ainsi que des formations traitant des questions de confiance en soi et d'auto-estime des femmes.

Le projet vise la formation de 69 dirigeantes provenant de 69 Groupes Solidaires (GS). Ces femmes, prestataires de crédits, seront formées et accompagnées pour agir comme agents de développement dans 14 communautés.



FEDEPAZ

Fundación Ecuémica para el Desarrollo y la Paz

Former les membres des populations indigènes, afin qu'elles puissent défendre leurs droits

FEDEPAZ forme les membres des populations indigènes, afin qu'elles puissent défendre leurs droits et s'engagent pour leur implémentation.

Le Président Ollanta Humala, récemment élu, a approuvé en septembre 2011 la loi sur la "Consultation Préalable", qui cherche à soumettre à l'approbation des populations indigènes toute décision gouvernementale affectant leur mode de vie. C'est un pas important vers la reconnaissance des droits des indigènes, loin de la politique de l'ancien Président García, qui s'était opposé en 2010 à un projet de loi similaire.

Mais il y a encore du travail à faire pour que cette reconnaissance devienne une réalité. Les organisations indigènes et de lutte pour les droits humains ont salué cette loi, mais elles ont déjà relevé le besoin d'impliquer davantage les communautés dans l'élaboration des règlements.

FEDEPAZ et la mise en oeuvre de la Convention 169

Depuis neuf ans, FEDEPAZ lutte pour la promotion et la défense des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux, surtout dans les régions minières, en vue d'un développement durable. Elle conseille des victimes des violations des droits humains auprès des instances nationales et internationales, tout en encourageant la participation citoyenne dans l'élaboration des



FEDEPAZ se bat pour que les communautés soient consultées avant la mise en place de projets miniers.

politiques publiques concernant cette thématique.

Dans ce contexte, FEDEPAZ s'engage pour la mise en oeuvre de la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail concernant les peuples indigènes, dans laquelle est ancré leur droit à la consultation, à l'information et au libre consentement avant toute approbation de projets concernant leurs territoires et leurs ressources.

Les communautés luttent pour leurs droits

Depuis juillet 2011, l'ASTM soutient un projet dans la région de Piura et dans le nord de la région Cajamarca, qui vise à conscientiser et à former 140 dirigeants

des populations indigènes, ainsi que 64 fonctionnaires et différents acteurs sociaux. Ils suivent des formations sur la nécessité de promouvoir et de respecter les droits des peuples indigènes, en application de la Convention 169 de l'OIT, surtout en ce qui concerne l'exploitation minière. FEDEPAZ réalise aussi un travail de plaidoyer politique. À long terme, le projet a comme objectif de renforcer l'institutionnalisation de la défense des droits par la création d'un bureau pour les affaires indigènes dans les gouvernements régionaux et locaux.

► www.fedepaz.org



CEDIB

Centro de Documentación e Información Bolivia

Faciliter l'accès à l'information pour les couches sociales marginalisées

Les actions du CEDIB visent le renforcement des organisations sociales, afin de les impliquer dans l'élaboration d'un modèle durable de gestion des ressources naturelles.

La situation de conflit vécue en Bolivie entre le gouvernement et les partis de l'opposition, qui a caractérisé le premier mandat du Président Evo Morales, a été résolue par un pacte entre les deux parties. Ce pacte a par contre généré une fracture entre le gouvernement et les mouvements sociaux qui l'ont appuyé pour arriver au pouvoir. Ces mouvements ont le sentiment qu'il n'y a pas de participation sociale réelle, mais par contre, que la violence est utilisée pour résoudre les conflits. Cette façon de gérer les conflits sociaux montre un grand changement dans la politique du gouvernement Morales. Il apparaît aujourd'hui beaucoup plus favorable aux grandes sociétés transnationales qui exploitent les minerais et les hydrocarbures du pays, qu'il ne l'était au début de son mandat.

Le CEDIB et le renforcement des compétences

Les actions du CEDIB visent à générer des compétences auprès des mouvements sociaux, afin qu'ils puissent participer activement au débat politique, notamment en ce qui concerne la gestion des ressources naturelles. Ainsi, le CEDIB a mis en place une grande panoplie d'activités, comme la gestion d'un centre de documentation, l'élaboration

de bases de données thématiques, ainsi que la publication de livres, de revues, de vidéos et d'outils pédagogiques sur l'exploitation des ressources naturelles.

Pour un modèle alternatif d'exploitation des ressources naturelles

Dans le cadre du projet 2009-2011, le CEDIB a notamment fait des propositions concrètes sur les nouvelles lois concernant les hydrocarbures et l'exploitation minière. Il a également appuyé les organisations paysannes et indigènes pour qu'elles participent au processus de décision concernant des thèmes stratégiques, ainsi qu'aux projets affectant leurs droits. Le CEDIB a

également créé un observatoire bolivien des conflits miniers pour faire face aux mégaprojets dans ce secteur.

L'action 2012-2014 continuera à offrir de l'information, de la formation et de la sensibilisation sur les enjeux de l'actuel modèle de gestion des ressources naturelles, afin que la société civile puisse participer davantage à l'élaboration de propositions d'alternatives plus durables.

► www.cedib.org



Le CEDIB veut générer des compétences auprès des mouvements sociaux.



FDA

El Frente de Defensa de la Amazonia

Défendre les droits humains et environnementaux

Le FDA forme des dirigeants de communautés de l'Amazonie, afin qu'ils puissent défendre les droits humains et environnementaux en danger sur leur territoire.

En mai, le président Correa a soumis une dizaine de propositions à un référendum, le 3ème depuis son élection. Cela allait de la grande réforme judiciaire, jusqu'à l'interdiction des courses de taureaux et des jeux de hasard. Bien que neuf des dix propositions aient été acceptées par 60% des voix, le référendum n'a pas fait l'unanimité. Le NON l'a emporté dans toutes les provinces de l'Amazonie, sauf dans la province de Sucumbios. Afin de récupérer les espaces politiques perdus, le gouvernement mène une politique paternaliste, utilisant pour cela des fonds provenant des excédents

pétroliers. Dans ce contexte, beaucoup de communautés et leurs dirigeants ont du mal à mener des actions de lutte pour leurs droits. Cependant, avec l'appui du FDA, des stratégies de lutte et de résistance à l'exploitation massive du pétrole sont en train de se développer.

Le FDA lutte pour les droits humains

Le FDA est un regroupement d'organisations de base et de communautés de l'Amazonie créé en 1994, pour appuyer les communautés dans leur lutte contre les désastres environnementaux et pour la défense des droits humains. Au cours de ces deux dernières années, le FDA a réalisé un travail important d'analyse et de réflexion sur le rôle que doit avoir l'organisation sociale, afin d'affronter les conflits auxquels les populations

sont confrontées. Cela passe par le renforcement du processus de formation, étant donné que ce sont les organisations de base, les communautés et les personnes affectées par la contamination, qui apportent leur support organisationnel au mouvement social.

Une des principales activités de FDA est son école de formation de dirigeants, qui a pour vocation de développer et de renforcer les capacités locales, afin que les communautés puissent compter avec des hommes et femmes capables de défendre leurs droits.

Appui à l'Ecole de formation de dirigeants

Cette "école" a été créée en 2003 afin de répondre aux besoins des communautés affectées par l'extraction du pétrole, ressource principale de la région amazonienne, qui malgré cela enregistre les plus hauts taux de pauvreté de tout l'Équateur. La formation sur 3 ans est dispensée par une équipe d'animateurs professionnels, pratiquant une méthodologie participative d'éducation populaire. Suite à un renforcement de son contenu, cette formation sera dorénavant validée par l'Université technique du Nord.

Un premier projet de 2 ans a précédé l'action actuelle. Après avoir suivi les 3 années de la formation, 15 dirigeants (H/F) ont reçu leur diplôme à la fin de 2010. De nouveaux dirigeants ont intégré l'école en 2011.

► www.fda.org.ec



Le FDA organise des formations pour que les communautés puissent défendre leurs droits.



SF

Somos Familia

Aider les enfants en situation d'exclusion

Somos Familia se bat pour le respect des droits humains dans les prisons et s'occupe des enfants qui vivent une situation d'exclusion.

En Equateur, près de 70% des enfants vivent en situation de pauvreté et bien que l'école soit obligatoire, à peine 20% des enfants terminent le primaire. Parmi les plus démunis de ces enfants se trouvent ceux dont les parents sont en prison. Ils souffrent de discrimination sociale, ouvrant la porte à l'exclusion et à la violence.

À Cuenca, où se déroulent les activités de Somos Familia (SF), les prisons abritent de nombreux réfugiés de la Colombie ou des migrants du Pérou. Ces gens sont souvent amenés à commettre des vols ou à se livrer à des trafics

à cause de l'extrême pauvreté dans laquelle ils vivent. Car dans la société équatorienne, les émigrants sont pour la plupart marginalisés et exclus de la vie socio-économique.

Le droit à l'éducation et à une vie digne

Créée en 2004, l'organisation Somos Familia est une fondation qui a pour objectif la défense des droits humains. Elle travaille en collaboration avec l'Université de Cuenca via la "AULA", une unité spécialisée dans les droits humains et plus spécialement dans les droits des personnes incarcérées et des réfugiés colombiens. Somos Familia s'attache tout particulièrement aux populations défavorisées, comme le sont les personnes emprisonnées, et développe dans les 4 centres pénitenciers de Cuenca des cours d'alphabétisation,

des activités culturelles et des actions socio-éducatives. Somos Familia a maintenant étendu ses activités aux enfants de ces prisonniers, car ceux-ci vivent dans des conditions précaires chez des membres de la famille, chez des voisins ou simplement dans la rue.

Développer les capacités de 80 enfants et adolescents de parents emprisonnés

C'est ce volet du travail de Somos Familia qui est soutenu par l'ASTM. Les enfants reçoivent un appui scolaire 3 soirs par semaine. Cet appui a pour but de compléter l'enseignement dispensé dans les écoles. En parallèle, une fois par mois, ces enfants participent à un week-end au cours duquel des activités socio-culturelles sont dispensées. Toutes ces activités se déroulent dans une maison "mi otra casa" appartenant à Somos Familia, qui est en train d'être renouée dans le cadre du projet financé par l'ASTM.



SomosFamilias'occupedesenfantsquiviventunesituationd'exclusion.

Pendant toute la durée de l'action, les animateurs et responsables de Somos Familia vont rencontrer les familles, que ce soit en prison ou à l'extérieur, pour échanger avec elles sur les avancées et les difficultés rencontrées par les enfants. Mais cette action ne se limite pas au seul appui des enfants, elle a aussi une vocation de sensibilisation des institutions de l'Etat et de la population. En effet, il est essentiel que la société prenne conscience de la situation des prisonniers et de l'impact que cela a sur les enfants.



TRAVAIL AU LUXEMBOURG

Promouvoir la prise de conscience et le changement de comportement

Un travail important

Depuis sa création en 1969, l'ASTM accorde une importance majeure à ses actions d'information, de sensibilisation et d'éducation à l'égard du public luxembourgeois. Ce travail est guidé par la conviction selon laquelle la construction d'un monde plus juste passe par une prise de conscience et un changement de comportement des citoyens dans nos pays occidentaux.

Le travail de l'ASTM dans ce domaine vise à permettre une meilleure compréhension des interdépendances et des mécanismes qui engendrent des relations injustes entre les pays du Nord et les pays du Sud. De même, elle s'efforce de démanteler les idées préconçues pour favoriser un dialogue interculturel et créer ainsi une réelle solidarité entre les peuples. Les actions d'information, de sensibilisation et d'éducation de l'ASTM s'inspirent directement des réalités dans les pays du Sud.

CITIM

Le Centre d'Information Tiers Monde (CITIM), spécialisé dans la documentation sur le Tiers Monde, est unique en son genre au Luxembourg. Dès ses débuts en 1982, le CITIM a pour vocation de proposer au public du Luxembourg un centre d'informations riche en divers types de documentations, et de sensibiliser ce même public aux nombreuses facettes du Sud par le biais de manifestations publiques.

Le CITIM (55, avenue de la Liberté / L-1931 Luxembourg / citim@astm.lu) est spécialisé dans les pays du Sud, les rapports Nord-Sud et le développement humain. Il met à votre disposition une biblio/médiathèque de prêt comprenant des livres (en allemand et en français), CD, vidéos/DVD, revues et journaux. En outre, le CITIM offre un rayon "littérature du Sud" et un coin jeunesse.

Le CITIM propose également des coffres et d'autres outils pédagogiques destinés

aux enseignants sur une grande variété de thèmes, ainsi que des ateliers pédagogiques. Les frais d'inscription s'élèvent à 5 euros par année et permettent l'emprunt de livres et de tout autre matériel.

Horaires d'ouverture du CITIM: 14-17h (lu, ma), 10h-17h (me, je), 10h30-12h30 (sa). Le CITIM est fermé pendant les vacances scolaires.

Brennpunkt Drëtt Welt

La revue Brennpunkt Drëtt Welt est un périodique luxembourgeois qui, depuis sa première édition en 1973, informe régulièrement sur la politique de développement nationale et internationale, reprend des thèmes d'actualité et s'efforce de relayer la voix des peuples du Sud ici au Luxembourg.

Vous pouvez vous abonner à la revue Brennpunkt en versant 15 EUR (au Luxembourg) ou 25 EUR (à l'étranger) sur le compte CCP



Les bénévoles et permanents de l'ASTM lors de l'assemblée générale au printemps 2011.

LU 71 1111 0102 3550 0000 (BIC: CCPLLULL) avec mention "abo bp3w", sans oublier votre nom et adresse complète. Cet abonnement vous donne droit à 8 numéros qui paraissent en général tous les deux mois.

Agence culturelle

C'est pour contribuer à restituer aux cultures du Sud toute leur valeur, leur complexité et leur richesse, tout en impliquant notre public dans des créations et des spectacles réalisés en collaboration avec des artistes du Sud, que l'agence culturelle a été mise en place en 1989, grâce à une convention avec le ministère de la culture.

L'ASTM entend ainsi ouvrir au public du Luxembourg un accès aux cultures du Sud en enrichissant le vécu de chacun à travers des rencontres avec des artistes d'Afrique, d'Amérique Latine ou d'Asie, lesquels nous parlent de leur pays, de leurs coutumes, nous apprennent à construire des instruments, nous font découvrir leurs danses et nous font goûter leurs plats. De telles actions ont pour but d'inciter à la découverte

et à l'écoute de l'Autre, de favoriser les échanges interculturels, de sensibiliser les participants aux problèmes de développement des pays du Sud et de diminuer ainsi leurs appréhensions et leurs préjugés éventuels face aux ressortissants de ces pays résidant ici au Luxembourg.

Agence communes

L'Agence communes a vu le jour en 1995 dans le contexte du projet luxembourgeois de l'Alliance pour le Climat qui a pour objectifs principaux la protection du climat et le soutien des indigènes des pays du Sud. Pour accomplir sa mission, l'Agence communes s'engage à réaliser la coordination de l'Alliance pour le Climat dans le domaine des activités relatives au Tiers Monde. Sa mission comprend les volets suivants:

- l'information des communes signataires sur les activités réalisées dans le cadre de l'Alliance dans le domaine du développement;
- le soutien lors de la mise en route des initiatives locales dans le domaine de la

solidarité Nord-Sud;

- le soutien et le suivi des actions de solidarité Nord-Sud dans les différentes communes;
- la mise en place de rapports entre les groupes intéressés des communes et des organisations partenaires du Sud.

L'Agence communes travaille, à cet effet, avec les écoles, les associations et les responsables politiques des communes signataires.

Travail politique

L'ASTM considère ses actions politiques comme des composantes essentielles de l'éducation au développement, à la citoyenneté et à la solidarité active. Ces actions visent à analyser les développements politiques et économiques, à veiller à la cohérence de la politique luxembourgeoise en matière de coopération et à influencer les instances décisionnelles en vue de changements structurels dans les rapports entre le Nord et le Sud.

► www.astm.lu



SOUTENEZ L'ASTM!

Contribuer à un monde plus juste en soutenant
l'Action Solidarité Tiers Monde

Comment soutenir les projets de l'ASTM?

La solidarité peut avoir de multiples facettes: outre le changement de comportement individuel et l'engagement personnel au sein des ONG qui appuient les mouvements sociaux du sud, le soutien financier à ces ONG est essentiel pour faire avancer le développement.

L'Action Solidarité Tiers Monde (ASTM) est une organisation non-gouvernementale de développement (ONG) agréée par l'Etat luxembourgeois. Notre fonctionnement s'appuie pour une grande partie sur le travail de bénévoles. Par ailleurs, nous avons besoin de ressources financières pour soutenir nos partenaires dans les pays du sud. Ce sont en premier lieu les dons de personnes privées qui rendent ce soutien possible.

Le co-financement: votre don se multiplie

Votre soutien à l'ASTM est indispensable pour accéder à des fonds publics et pouvoir ainsi apporter notre appui à des organisations locales qui luttent pour un changement social. Vos dons nous permettent, par l'intermédiaire de notre accord avec le Ministère des affaires étrangères, de bénéficier du cofinancement de la coopération luxembourgeoise. Le seuil d'intervention du Ministère peut atteindre 80%, les 20%

restants étant constitués des fonds propres de l'ASTM.

Donner selon vos convenances

Les dons en faveur des activités de l'ASTM peuvent se faire pour un montant de votre choix, par virement unique ou répété, ou par le biais d'un ordre permanent sur le compte bancaire IBAN LU76 1111 0099 9096 0000.

Les personnes qui souhaitent utiliser l'Internet pour effectuer leurs paiements, pourront en trouver les modalités sur notre site www.astm.lu.

La déduction d'impôts

L'ASTM est une organisation agréée par le Ministère des Affaires Etrangères et peut donc recevoir des dons fiscalement déductibles dans le cadre de la déclaration de l'impôt sur le revenu. Si la somme des dons pour une ou plusieurs ONG dépasse 120 € par an, ils sont déductibles du revenu imposable, dans la limite d'un plafond fixé à 10% du revenu annuel de la personne donatrice. Chaque année, vous recevez un certificat sur le montant que vous avez versé à l'ASTM en tant que don, certificat qui doit être annexé à la déclaration d'impôts.

Faire-part

Baptêmes, anniversaires, mariages, parte-

nariats ou décès peuvent être des occasions de faire appel à la générosité de vos proches en proposant un don en faveur de l'ASTM. N'hésitez pas à contacter l'ASTM dans de tels cas: nous vous expliquerons les détails de la démarche.

L'ordre permanent

Nous remercions tous ceux et celles qui nous soutiennent régulièrement avec un don. Dans ce contexte, nous voudrions encourager nos donateurs fidèles d'envisager de nous soutenir par un ordre permanent mensuel. L'ordre permanent nous facilite la planification de nos engagements pluriannuels envers nos partenaires du Sud. Pour chaque ordre permanent, le donateur ou la donatrice reçoit un abonnement gratuit à notre revue Brennpunkt Drëtt Welt.

Sur notre site Internet www.astm.lu, vous trouverez plus de détails sur les possibilités de faire un don. Vous pouvez également vous renseigner par téléphone auprès de l'ASTM (tél. 400 427-61).

ACTION SOLIDARITÉ TIERS MONDE a.s.b.l.
55, av. de la Liberté, L-1931 Luxembourg
Tél. 400 427-1
Fax 400 427-27
www.astm.lu
astm@astm.lu
IBAN LU76 1111 0099 9096 0000

Les engagements financiers de l'ASTM

PAYS	PARTENAIRE	DURÉE DU PROJET EN COURS	MONTANT TOTAL DU PROJET EN COURS	BUDGET 2012
AFRIQUE				
Burkina Faso	ARFA	36 mois	210.864	63.475
Togo	Le Levier	36 mois	78.875	26.292
Togo	CED	24 mois	115.875	57.337
Togo	CIDAP	36 mois	174.269	58.090
Togo	SALUT	36 mois	110.797	36.929
AMERIQUE LATINE				
Pérou	ADECAP	36 mois	211.883	66.107
Pérou	MIDE	21 mois	83.451	42.686
Pérou	FEDEPAZ	18 mois	83.318	53.385
Brésil	MST	36 mois	245.952	82.736
Brésil	ANACOP	36 mois	244.991	70.265
Bolivie	CEDIB	36 mois	243.988	78.467
Equateur	FDA	36 mois	148.958	50.920
Equateur	SF	22 mois	85.597	42.338
Guatémala	CUC	36 mois	224.234	75.430
Guatemala	SERJUS	36 mois	139.244	47.702
Honduras	CENCOP	/	en étude	*62.000
Honduras	CDM	/	en étude	*38.000
Chili	FUNDECAM	36 mois	83.801	28.107
El Salvador	ISD	36 mois	197.770	61.271
ASIE				
Palestine	ALROWWAD	18 mois	34.000	17.300
Inde	ADS	/	en étude	*25.000
Inde	CHINTAN	18 mois	44.510	27.389
Inde	JANA JAGARAN	36 mois	251.612	85.596
Inde	SANTULAN	36 mois	215.617	60.414
Philippines	KMP	36 mois	95.389	31.962
Philippines	NE-CBHP	/	en étude	*40.000
Philippines	MASIPAG	36 mois	94.963	31.654
Philippines	PNFSP	22 mois	41.968	20.094
MISSION DE SUIVI ET D'ÉVALUATION				
Monde	Missions			15.000
Monde	Travail en réseau			30.000

montants indiqués en euros

*estimations

ASTM
ACTION SOLIDARITÉ TIERS MONDE

55, av. de la Liberté, L-1931 Luxembourg
T +352 400 427-1 / F +352 400 427-27 / E astm@astm.lu
CCPL IBAN LU76 1111 0099 9096 0000

www.astm.lu

BRENNPUNKT DRËTT WELT
NR. 266 NOVEMBRE 2011